



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 OCTOBRE 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3293

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th OCTOBER, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3294

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

2739

Québec

Avis du Gouvernement

La compagnie "Interprovincial Mining Co., Ltd." a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est dans la cité de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. Armitage Ewing, avocat, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 12 octobre 1906.

3439

DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelque'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec. and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINETEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.

2740

Québec.

Government Notice

"The Interprovincial Mining Co., Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, share warrant, debentures and other values.

Its chief place of business, in this province, is in the city of Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J. Armitage Ewing, advocate, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 12th October, 1906.

3440

APPLICATIONS TO PARLIAMENT

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspaper in the principal city, town or village, in each county or district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And, if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice; and

envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "*Avis de bill privé*"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

3353

Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES RELATIVES AUX PÉTITIONS ET AUX BILLS PRIVÉS.

Pétitions pour Bills Privés.

87. (1) Les pétitions pour bills privés ne sont reçues par la Chambre que pendant les six premières semaines de la session, et tout bill privé sera présenté à la Chambre dans les deux semaines à compter de l'époque où l'Examineur ou le comité des ordres permanents auront fait un rapport favorable sur la pétition, et nulle motion à l'effet de suspendre cette règle ne sera acceptée, à moins qu'au préalable le comité des ordres permanents n'ait présenté un rapport recommandant cette suspension et exposant les raisons la motivant.

(2) Qu'il soit enjoint à tous les comités sur bills privés, dans le cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures quand celles-ci auront été appelées deux fois en deux occasions différentes devant le comité pour y être discutées, de rapporter ces mesures à la Chambre sans délai, faisant connaître les faits, et avec la recommandation que ces bills soient retirés.

Dépôt de bills et honoraires.

88. (1) Toute personne qui voudra obtenir un bill privé sera tenu de déposer entre les mains du greffier de la Chambre, au moins huit jours avant la réunion de la Chambre, un exemplaire de ce bill en anglais ou en français, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression, la traduction en devant être faite par les fonctionnaires de la chambre, et l'impression par le département des impressions publiques, et si pareil bill n'est pas déposé dans le délai ci-dessus prescrit, le solliciteur devra, en sus des frais d'impression et de traduction, payer la somme de (cinq) dollars pour chaque jour qui s'écoulera entre le dit huitième jour avant la réunion de la Chambre et la date de la présentation du bill; mais ces taxes additionnelles ne devront pas dépasser en totalité la somme de deux cents dollars.

2. Après la seconde lecture d'un bill et avant sa considération par le comité auquel il est référé, le solliciteur paiera, dans tous les cas, le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, et un honoraire de deux cents piastres.

the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and *Marked* copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "*Private Bill Notice*"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,

3354

Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

RULES RELATIVE TO PETITIONS AND PRIVATE BILLS.

Petitions for Private Bills.

87. (1) Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first six weeks of the session, and every Private Bill shall be presented to the House within two weeks after the petition therefor has been favourably reported upon by the Examiner or by the Committee on Standing Orders, and no motion for the suspension of this Rule shall be entertained unless a report has been first made by the Committee on Standing Orders recommending such suspension and giving their reasons therefor.

(2) That it be an instruction to all Committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the Committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith, together with a statement of the facts and with the recommendation that such Bills be withdrawn.

Deposit of Bills and Fees.

88. (1) Any person desiring to obtain any Private Bill shall deposit with the Clerk of the House, at least eight days before the meeting of the House, a copy of such Bill in the English or French language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; the translation to be done by the officers of the House, and the printing by the Department of Public Printing, and if such Bill is not deposited by the time above specified the applicant shall, in addition to the charges for printing and translation pay the sum of (five) dollars for each and every day which intervenes between the said eighth day before the meeting of the House and the date of the filing of the Bill; but such additional charge shall not exceed in the aggregate in any one case the sum of two hundred dollars.

2. After the second reading of a Bill and before its consideration by the Committee to which it is referred, the applicant shall in every case pay the cost of printing the Act in the Statutes, and a fee of two hundred dollars.

Taxes supplémentaires.

Les taxes suivantes seront également imposées et payées, en sus de celles qui précèdent, savoir :—

- (a) Lorsqu'une règle de la Chambre est suspendue relativement à un bill, ou à la pétition de ce bill pour chaque suspension \$100 00
- (b) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la huitième semaine de la session et avant la fin de la douzième 100 00
- (c) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la douzième semaine de la session 200 00
- (d) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$250,000, et n'excède pas \$500,000 100 00
- (e) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$500,000, et n'excède pas \$750,000 150 00
- (f) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$750,000, et n'excède pas \$1,000,000 200 00
- (g) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,000,000, et n'excède pas \$1,500,000 300 00
- (h) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,500,000 et n'excède pas \$2,000,000 400 00
- (i) Pour chaque million ou fraction de million de dollars additionnel 100 00

4. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter le capital social d'une compagnie, la taxe supplémentaire sera établie d'après le tarif ci-dessus, mais ne sera exigée que sur le chiffre de l'augmentation.

5. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter les pouvoirs de contracter des emprunts d'une compagnie sans aucune augmentation du capital social, la taxe supplémentaire sera de \$300.00.

6. S'il est apporté quelque changement dans le capital social projeté d'une compagnie ou s'il y est fait aucune augmentation à une phase quelconque d'un bill, le dit bill ne passera pas à la phase suivante tant qu'il n'aura pas été déposé un certificat du fonctionnaire qu'il appartient attestant que le versement des taxes résultant de ce changement a été régulièrement effectué.

7. Dans la présente règle, l'expression "capital social projeté" comprend toute augmentation de ce capital prévue dans le bill.

8. Les taxes supplémentaires prescrites en l'article 3 de la présente règle s'appliqueront aussi aux bills privés prenant naissance au Sénat, sauf, toutefois, que si une pétition demandant pareil bill privé a été reçue par cette chambre dans les six premières semaines de la session, les taxes supplémentaires imposées sous l'empire des alinéas b et c de l'article 3 ne seront pas exigées.

THOMAS B. FLINT,
Greffier des Communes.

RÈGLES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

90. Toutes demandes, quelles qu'elles soient, adressées au Parlement pour bills privés, devront être procédées d'un avis dans la *Gazette du Canada*; le dit avis devra énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, et devra être signé par les postulants ou en leur nom avec les adresses des signataires; et lorsque la demande aura pour objet un acte constitutif, le nom de la compagnie projetée devra être donné dans l'avis. Et si les travaux de quelque compagnie (constituée ou à être constituée en corporation) doivent être déclarés à l'avantage général du Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les postulants feront adresser une copie du dit avis, par lettre enregistrée, au greffier de chaque comté ou municipalité qui pourra être spécialement concernée dans la construction ou l'exploitation des dits travaux, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle les dits travaux sont ou

[Additional charges.]

The following charges shall also be levied and paid in addition to the foregoing, viz:—

- (a) When any Rule of the House is suspended in reference to a Bill or the Petition therefor, for each such suspension \$100 00
- (b) When a Bill is presented in the House after the eighth week of the session and before the end of the twelfth week 100 00
- (c) When a Bill is presented in the House after the twelfth week of the session. 200 00
- (d) When the proposed capital stock of a company is over \$250,000 and does not exceed \$500,000 100 00
- (e) When the proposed capital stock of a company is over \$500,000 and does not exceed \$750,000 150 00
- (f) When the proposed capital stock of a company is over \$750,000 and does not exceed \$1,000,000 200 00
- (g) When the proposed capital stock of a company is over \$1,000,000 and does not exceed \$1,500,000 300 00
- (h) When the proposed capital stock of a company is over \$1,500,000 and does not exceed \$2,000,000 400 00
- (i) For every additional million dollars or fractional part thereof 100 00

4. When a Bill is for the purpose of increasing the capital stock of a company, the additional charge shall be according to the above tariff, but shall be charged upon the amount of the increase only.

5. When a Bill is for the purpose of increasing the borrowing powers of a company without any increase in the capital stock, the additional charge shall be \$300.00.

6. If any change in the amount of the proposed capital stock of a company, or of any increase thereto, be made at any stage of a Bill, the said Bill shall not be advanced to the next stage until a certificate has been filed with the proper officer to the effect that the payment of the charges consequent upon such change has been duly made.

7. In this Rule the term "proposed capital stock" includes any increase thereto provided for in the Bill.

8. The additional charges provided for in section 3 of this Rule shall also apply to Private Bills originating in the Senate; provided, however, that if a petition for any such Bill has been received by this House within the first six weeks of the session, the additional charges made under subsections b and c of section 3 shall not be levied thereon.

THOMAS B. FLINT,
Clerk House of Commons.

RULES RELATIVE TO NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

90. All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and when the application is for an Act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice. If the works of any company (incorporated, or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county or municipality which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located; and proof of com-

pourront être situés; et une déclaration conforme à la loi devra attester que cette formalité a été remplie par les postulants.

Outre l'avis susdit à publier dans la *Gazette du Canada*, un avis semblable devra aussi être publié dans quelque journal important, comme suit:—

A. Lorsque la demande sera faite pour un acte constituant en corporation,—

1. Une compagnie de chemin de fer ou de canal:— Dans la principale cité et ville ou dans la principal village dans chaque comté où devront être construits le chemin de fer ou le canal projetés.

2. Une compagnie de télégraphe ou de téléphone:— Dans la principale cité ou ville dans chaque province ou territoire où la compagnie se propose de faire des opérations.

3. Une compagnie pour la construction de travaux quelconques de nature à produire un changement dans une localité particulière par suite de leur construction ou exploitation; ou pour obtenir quelques droits ou privilèges exclusifs; ou pour faire quelques opérations pouvant porter atteinte aux droits ou à la propriété de particuliers:—Dans la localité ou les localités qui pourraient être atteintes par la législation projetée.

4. Une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de fidéjussur; une compagnie de prêt; ou une compagnie industrielle, sans pouvoirs exclusifs quelconques:—Dans la *Gazette du Canada* seulement.

B. Lorsque la demande sera aux fins d'amender un acte existant.—

1. Pour le prolongement de quelque ligne de chemin de fer ou de quelque canal, ou pour la construction d'embranchements des dits chemin de fer ou canal:—Dans la principale cité, la principale ville ou le principal village dans chaque district ou comté devant être traversé par ce prolongement ou cet embranchement.

2. Pour la prolongation d'une charte ou du délai fixé pour la construction ou l'achèvement d'une ligne de chemin de fer, d'un canal, ou d'une ligne de télégraphe ou de téléphone quelconques, ou de tous autres travaux déjà autorisés; ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsque cela n'implique pas la concession de droits exclusifs); ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social de quelque compagnie; ou pour augmenter ou modifier ses pouvoirs d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts, ou pour tout amendement pouvant porter atteinte aux droits ou intérêts des actionnaires ou des porteurs d'obligations ou des créanciers de la compagnie:—Dans la localité où le bureau principal de la compagnie est ou doit être autorisé à s'établir.

(C.) Lorsque la demande a pour objet d'obtenir pour une personne ou une corporation déjà constituée des droits ou privilèges exclusifs ou le pouvoir de faire quelque chose dont l'accomplissement pourrait porter atteinte aux droits ou aux biens d'autres personnes: dans la localité ou les localités particulières que l'acte projeté pourrait atteindre.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans un journal, devront être publiés au moins une fois par semaine pendant une durée de cinq semaines consécutives; et en ce qui concerne les provinces de Québec et de Manitoba, ils devront y être publiés en anglais et en français; et dans le cas où il n'y aura pas de journal dans une localité où l'avis doit être donné, cet avis sera donné dans la localité la plus rapprochée dans laquelle il se publie un journal; et la preuve de la publication régulière de l'avis sera établie dans chaque cas par une déclaration conforme à la loi; et toutes ces déclarations devront être transmises au greffier de la Chambre et être endossées "Avis de bill privé".

(D.) Tout pareil avis sera transmis par la poste par lettre enregistrée de manière à parvenir au secrétaire de la province, et au greffier du conseil de comté et de la corporation municipale, au moins deux semaines avant que l'Examinateur ou le comité des ordres permanents ne prennent la péti-

tion avec ce requirement by the applicants shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspaper, as follows:—

A. When the application is for an Act to incorporate:—

1. A Railway or Canal Company:—In the principal city, town or village in each county or district through which the proposed railway or canal is to be constructed.

2. A Telegraph or Telephone Company:—In the principal city or town in each Province or Territory in which the company proposes to operate.

3. A company for the construction of any works which in their construction or operation might specially affect the particular locality; or for obtaining any exclusive rights or privileges; or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others:—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

4. A Banking Company; An Insurance Company; A Trust Company; A Loan Company; or an Industrial Company without any exclusive powers:—In the *Canada Gazette* only.

B. When the application is for the purpose of amending an existing Act:—

1. For an extension of any line of railway, or of any canal, or for the construction of branches thereto:—In the principal city, town or village in each county or district through which such extension or branch is to be constructed.

2. For a continuation of a charter or for an extension of the time for the construction or completion of any line of railway, or of any canal, or of any telegraph or telephone line, or of any other works already authorized; or for any extension of the powers of a company (when not involving the granting of any exclusive rights); or for the increase or reduction of the capital stock of any company; or for increasing or altering its bonding or other borrowing powers; or for any amendment which would in any way affect the rights or interests of the shareholders or bondholders or creditors of the company:—In the place where the head office of the company is situated, or is authorized to be.

(C) When the application is for the purpose of obtaining for any person or existing corporation any exclusive rights or privileges or the power to do any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others:—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week, for a period of five consecutive weeks; and when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and if there be no newspaper in a locality where a notice is required to be given, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published; and proof of the due publication of notice shall be established in each case by statutory declaration; and all such declarations shall be sent to the Clerk of the House endorsed, "Private Bill Notice."

(D.) Every such notice by registered letter shall be mailed in time to reach the Secretary of the Province and the Clerk of such County Council and Municipal Corporation not less than two weeks before the consideration of the petition by the Examiner or the Committee on Standing Orders,

tion en délibération, et une déclaration conforme à la loi et établissant ce dépôt à la poste, sera adressée au greffier de la Chambre.

(E) Tous bills privés pour actes constitutifs devront être adressés de manière à incorporer, par mode de renvoi, les clauses des actes généraux se rapportant aux détails auxquels ces bills doivent pourvoir : l'on devra énoncer les raisons spéciales de toute déviation de ce principe, ou de l'introduction d'autres dispositions relatives à ces détails, et une note devra être annexée au bill pour indiquer les dispositions du bill au sujet desquelles l'on propose de s'écarter de l'acte général ; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les promoteurs et réimprimés à leurs frais avant qu'aucun comité passe à l'examen de leurs clauses.

THOMAS B. FLINT,

3211 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the House.

(E.) All private bills for Acts of incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the *General Acts* relating to the details to be provided for by such bills ; — special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the bill indicating the provisions thereof in which the *General Act* is proposed to be departed from ; — Bills which are not framed in accordance with this *Rule*, shall be recast by the promoters, and reprinted at their expense, before any committee passes upon the clauses.

THOS. B. FLINT,

Clerk House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3295

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3296

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spécial et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3297

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi, pour ériger son territoire en municipalité de ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38, pour diviser la municipalité en quartiers; pour déterminer le mode d'élection du maire et des échevins, en fixer le nombre et la qualification; pour établir une proportion plus équitable des taxes que la ville paiera à la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges, tant qu'elle restera réunie à la ville de Notre-Dame-des-Neiges, pour les fins scolaires; pour réglermen-

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3298

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Province of Québec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the village of Notre-Dame-des-Neiges West will make application to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to erect its territory in a town municipality under prescriptions of the law of the cities and towns, 1903, 3 Edward VII, chapter 38, to divide the municipality in wards; to determine the mode of the election of the mayor and aldermen, and to fix their number and qualification; to establish a more equitable proportion of the taxes that the town shall pay to the school commissioners of Cote-des-Neiges, as long as the town will remain united to the town of Notre-Dames-des-Neiges for the scholar ends; to regulate or prohibit

ter ou prohiber la vente des liqueurs enivrantes dans la municipalité; pour contrôler l'établissement d'hôpitaux, champs d'égout, fosses septiques, etc., dans les limites de la ville; pour définir ses pouvoirs d'emprunt.

DEGUIRE & RHEAUME,
Procureurs de la corporation du village de
Notre-Dame-des-Neiges Ouest.
Montréal, 1er octobre 1906. 3407.2

Avis est par le présent donné que la "Quebec & Saguenay Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte amendant sa charte, 5 Édouard VII, chapitre 55, se rattachant, entre autres choses, à la composition du bureau des directeurs; l'augmentation du fonds social de la compagnie; pouvoir d'emprunts et émission de débetures; le montant des débetures à être émis par mille de chemin de fer, pour l'émission de fonds et autres fins.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Avocats des requérants.
Montréal, 15 septembre 1906. 3149.5

the sale of spirituous liquors in the municipality; to control the establishment of hospitals for infectious diseases, excretion fields, septic holes, &c., in the limits of the town; to define its borrowing powers.

DEGUIRE & RHEAUME,
Attorneys for the corporation of the village
of Notre-Dame-des-Neiges West.
Montreal, 1st October, 1906. 3408

Notice is hereby given that the "Quebec & Saguenay Railway Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, 5 Edward VII, chapter 55, respecting amongst other things the composition of the board of directors; the increase of capital stock of the company; borrowing powers and issuing of bonds; the amount of bonds to be issued per mile of railroad and respecting the issue of stock and for other purposes.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 15th September, 1906. 3150

Avis Divers

Une action en séparation de biens a été instituée le 8 octobre courant, à la cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 2944 des archives de cette cour, par Dame Esther Long, du village de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Octave Blanchet, des mêmes lieux, charpentier, contre le dit Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 octobre 1906. 3459

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3012.

Dame Anathalie Lebrun, épouse commune en biens de Louis Lafontaine, perruquier, des cités et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 17 octobre 1906. 3457

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Ottawa. }
No 1629.

Dame Marie Anne Lafleur, de l'endroit appelé Rapide de l'Original, dans le canton Robertson, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Louis Norbert Fortier, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Louis Norbert Fortier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 octobre 1906.

MAJOR & FORTIER,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 3 octobre 1906. 3363.2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 60.

Dame Azilda Meunier, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Campeau, journalier, du même lieu.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 8 octobre 1906. 3377.2

Miscellaneous Notices

An action for separation as to property was instituted on the 8th October instant, in the superior court for the district of Montreal, under No 2944 of the records of said court, by Dame Esther Long, of the village of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Octave Blanchet, of the same place, carpenter, against the said Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th October, 1906. 3460

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 3012.

Dame Anathalie Lebrun, wife common as to property of Louis Lafontaine, hair-dresser, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

J. A. DAVID,
Advocate for plaintiff.
Montreal, 17th October, 1906. 3458

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No 1629.

Dame Marie Anne Lafleur, of the place called "Rapide de l'Original", in the township of Robertson, district of Ottawa, wife common as to property of Louis Norbert Fortier, of the same place, hotel-keeper, duly authorized to ester in justice,

Plaintiff;

vs

The said Louis Norbert Fortier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 3rd of October, 1906.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 3rd October, 1906. 3364

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 60.

Dame Azilda Meunier, of the parish of Saint-Agathe des Monts, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Campeau, laborer, of the same place.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 8th October, 1906. 3378

Province de Québec.—District de Bedford.

No 7001.

Dame Rosanna Duclos a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Philibert Larivée, entrepreneur, tous deux du village de Grandy, dit district.

C. A. NUTTING,

3357.2

Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } Cour Supérieure.
No 1708.

Marie Jessie Brassard, épouse commune en biens de Joseph M. Girard, charretier, de Chicoutimi, dit district,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph M. Girard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le susdit défendeur.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 8 octobre 1906.

3381.2

Province de Québec, }
District de Rimouski. } Cour Supérieure.
No 3372.

Dame Gracieuse Duchesne, épouse commune en biens de Léon LeBel, ci-devant marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Léon LeBel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 septembre 1906.

POULIOT & DRAPEAU.

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 29 septembre 1906

3283.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3362.

Dame Esthérie Boucher, épouse commune en biens de Ovila Godefroi Poirier, des cité et district de Montréal, commis, et dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Ovila Godefroi Poirier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BISSONNET & GEOFFRION,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 septembre 1906.

3281.3

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dame Delphine Guay, épouse de Jean-Baptiste Bourget, de Saint-Joseph de Lévis, journaliste, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Bourget, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause, contre le défendeur.

GAGNE ET GAGNE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 25 septembre 1906.

3245.4

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure.

Dame Horastine Lippé, épouse commune en biens de Joseph Saint Georges, charbon, de la paroisse de Saint Jean de Matha, dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 17 septembre 1906. 3155.5

Province of Quebec.—District of Bedford.

No. 7001.

Dame Rosanna Duclos has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Philibert Larivée, contractor, both of the village of Granby, said district.

C. A. NUTTING,

3358

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } Superior Court
No. 1708.

Marie Jessie Brassard, wife common as to property of Joseph M. Girard, carter, of Chicoutimi, said district,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph M. Girard, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the said defendant.

LEVESQUE & TREMBLAY,

Attorneys for the plaintiff.

Chicoutimi, 8th October, 1906.

3382

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } Superior Court.
No. 3372.

Dame Gracieuse Duchesne, of the town of Saint Germain de Rimouski, wife common as to property of Léon LeBel, heretofore merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Léon LeBel, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this case.

POULIOT & DRAPEAU,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 29th September, 1906.

3284

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3362.

Dame Esthérie Boucher, wife common as to property of Ovila Godefroi Poirier, of the city and district of Montreal, clerk, and duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Ovila Godefroi Poirier, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property, has this day, been instituted against the defendant.

BISSONNET & GEOFFRION,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th September, 1906.

3282

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.

Dame Delphine Guay, wife of Jean Baptiste Bourget, laborer, of Saint Joseph de Lévis, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Bourget, Defendant.
An action for separation as to property was instituted, this day, against the defendant.

GAGNE & GAGNE,

Attorneys for plaintiff

Quebec, 25th September, 1906.

3246

Province of Quebec, }
District of Joliette. } Superior Court.

Dame Horastine Lippé, wife common as to property of Joseph Saint Georges, cartwright, of the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, and duly authorized à ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,

Advocates and attorneys for plaintiff.
Joliette, 17th September, 1906. 3156

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7690.

Dame Marguerite Dion, de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le district de Bedford, veuve de feu Joseph Dupaul, actuellement épouse de Théodore Gaouet dit Caouette, journalier et cultivateur, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le dit district, la dite Dame Marguerite Dion dûment autorisée à ester en justice pour les fins de la présente action en séparation de biens,
Demanderesse ;

vs

Le dit Théodore Gaouet dit Caouette,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de septembre 1906.

ROMULUS CLOUTIER,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 22 septembre 1906. 3215.4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No. 468.

Dame Mary Sophie Malvina Cauchon dit Laverdière, de Québec, épouse commune en biens de Narcisse Jobidon, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Narcisse Jobidon, de Québec, menuisier,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause, le quatorzième jour de septembre 1906.

L. D. MORIN,

Procureur du demandeur.

3243.4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 398.

Dame Délina Richard, épouse de Renovat Chouinard, de la paroisse de Sainte-Thècle, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Renovat Chouinard,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

CARON & BOURGEOIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 14 septembre 1906. 3233.4

Cour Supérieure.—Québec.
No 335.

Malvina Rouillard, de la paroisse de Saint-Lazare, épouse commune en biens de Joseph Bélanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Joseph Bélanger, bijoutier, de la paroisse de Saint-Lazare,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 30 juillet 1906. 3253.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1242.

Dame Julia Sweeney, épouse commune en biens de James Clark, charretier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

BEAUDIN, LORANGER

& ST-GERMAIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 septembre 1906. 3249-4

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No. 7690.

Dame Marguerite Dion, of the parish of Sainte-Pudentienne, in the district of Bedford, widow the of late Joseph Dupaul, now the wife of Théodore Gaouet said Caouette, laborer and farmer, of the parish of Saint Valérien de Milton, in said district, the said Dame Marguerite Dion duly authorized to *ester en justice* for the purpose of the present action in separation as to property,

Plaintiff ;

vs

The said Théodore Gaouet said Caouette,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the eleventh day of September, 1906.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 22nd September, 1906. 3216

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 468.

Dame Mary Sophie Malvina Cauchon dit Laverdière, of Québec, wife common as to property of Narcisse Jobidon, of the same place, joiner, duly authorised to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

Narcisse Jobidon, of Quebec, joiner,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the fourteenth day of September, 1906.

L. D. MORIN,

Attorney for plaintiff.

3244.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 398.

Dame Délina Richard, wife of Renovat Chouinard, of the parish of Sainte Thècle, district of Three-Rivers, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

The said Renovat Chouinard,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted to-day.

CARON & BOURGEOIS,

Attorneys for plaintiff

Three-Rivers, 14th September, 1906. 3234

Superior Court.—Québec.
No. 335.

Malvina Rouillard, of the parish of Saint Lazare, wife common as to property of Joseph Bélanger, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

Joseph Bélanger, jeweller, of the parish of Saint Lazare,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Québec, 30th July, 1906. 3254

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1242.

Dame Julia Sweeney, of the city and district of Montreal, wife common as to property of James Clarke, carter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board against her said husband.

BEAUDIN, LORANGER

& ST. GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th September, 1906. 3250

Cour Supérieure.— Québec.
No 738.

Dame Bridget Reddington, de Québec, épouse commune en biens de William Harry Snelling, du même lieu, agent, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

William Harry Snelling, de Québec, agent, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause, le 27^e jour de septembre 1906.

L. D. MORIN,
3259-4 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Agnes Thibeaudeau, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Ovide Baril, son époux, du même lieu, journalier, Défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été intentée, ce jour, entre les parties.

WALSH & WALSH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 juillet 1906. 3181.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2192.

Dame Rosilda Lussier, épouse de Joseph Napoléon Azarie Brodeur, des cité et district de Montréal, entrepreneur, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 septembre 1906. 3169.5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3976.

Dame Clodia Elisabeth Bélisle, de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Deliphat Gaudette, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son dit mari.

TELLIER & LADOUCEUR,
Procureurs de la demanderesse.
Joliette, 26 septembre 1906. 3265.4

Province de Québec. }
District de Trois-Rivières. }
Dame Luce Lafrenière, a, le 15 septembre courant, intenté à la cour supérieure pour ce district, une action en séparation de biens à son mari, Edouard Vermette, commerçant, de la paroisse de Saint Justin.

LS. D. PAQUIN,
Procureur de Dame Lafrenière.
Trois-Rivières, 19 septembre 1906. 3179.5

Avis est par le présent donné que la "Ladies Catholic Benevolent Legion", une association étrangère de secours mutuels, dûment incorporée en vertu des lois de l'état de Pennsylvanie, un des états-unis d'Amérique, a fait une demande au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

J. C. H. DUSSAULT,
Procureur de la requérante.
Montréal, 25 septembre 1906. 3241.4

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour un ordre en conseil, afin de confirmer un certain acte de vente en faveur des requérants ci-après nommés :

1^e Tous les droits, titre et intérêt de Dame Eliza

Superior Court— Québec.
No. 738.

Dame Bridget Reddington, of Quebec, wife common as to property of William Harry Snelling, of the same place, agent, duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs

William Harry Snelling, of Quebec, agent, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 27th day of September, 1906.

L. D. MORIN
3260 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Agnes Thibeaudeau, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Ovide Baril, her husband, of the same place, laborer, Defendant.

An action for separation as to property and as to bed and board has been, this day, instituted between the parties.

WALSH & WALSH,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd July, 1906. 3182

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2192.

Dame Rosilda Lussier, wife of Joseph Napoléon Azarie Brodeur, of the city and district of Montreal, contractor, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th September, 1906. 3170

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3976.

Dame Clodia Elisabeth Belisle, of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, in the district of Joliette, wife common as to property of Deliphat Gaudette, merchant, of the same place, and duly authorized to ester in justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 26th September, 1906. 3266

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
Dame Luce Lafrenière, has, the 15th September instant, instituted before the superior court for this district, an action for separation of property against her husband, Edouard Vermette, trader, of the parish of Saint Justin.

LS. D. PAQUIN,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 19th September, 1906. 3180

Notice is hereby given that the "Ladies Catholic Benevolent Legion", a foreign mutual benefit association, duly incorporated under the laws of the state of Pennsylvania, one of the united states of America, has made an application to the Lieutenant Governor in council, to be allowed to carry on business in the province of Québec.

J. C. H. DUSSAULT,
Attorney for applicant.
Montreal, 25th September, 1906. 3242

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Québec, for an order in council, to confirm to and in favor of the hereinafter named applicants, a certain deed of sale of :

1. All the right, title and interest of Dame Eliza

Ann Ruiter, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, veuve de feu Thomas Ruiter, (le deuxième) en son vivant du même lieu, cultivateur, maintenant décédé, dans et sur le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix B (590 B), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton ds Stanstead.

2° Partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-onze (partie du No 591), des dits plan et livre de renvoi du dit canton de Stanstead; les dits deux morceaux de terre contenant en tout environ un acre de terre, plus ou moins; les dits deux morceaux de terre étant bornés au sud par le chemin Mack's Mills, à l'est par le chemin Smith's Mills, au nord et à l'ouest par la terre de la dite Dame Thomas Ruiter; 2° le dit acte de vente passé devant Chas. M. Thomas, notaire, le vingt-quatrième jour d'août mil neuf cent quatre, par la dite Dame Eliza Ann Ruiter aux dits requérants, comme une compagnie de cimetière, en vertu des dispositions de l'article 5253 des statuts révisés, dans le but d'établir un cimetière et d'incorporer les dits requérants en une compagnie de cimetière, connue comme "The Ruiter's Corner Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et d'acquérir le terrain voisin, suivant qu'il sera nécessaire, le tout dans tous les cas ne devant jamais excéder vingt-cinq arpents et devant servir comme cimetière pour toujours.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit, savoir: Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, tous de Stanstead; Clayton Foster Bayley, de Beebe Plain, dans l'état du Vermont, un des états-unis d'Amérique; James Edward Richardson et Thomas Young, tous deux de Stanstead susdit.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire public, pour les requérants.
Stanstead, Qué., août 1906. 2901.9

Ann Ruiter, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, widow of the late Thomas Ruiter, (the second) in his lifetime of the same place, farmer, now deceased, of, in, to and out of lot number five hundred and ninety B (590 B), of the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead.

2. Part of lot number five hundred and ninety one (part of No. 591), of said plan and book of reference of the said township of Stanstead; the said two parcels of land containing in the aggregate about one acre of land, more or less; bounded the said two pieces southerly by the Mack's Mills road, easterly by the Smith's Mills road, and northerly and westerly by the land of the said Mrs. Thomas Ruiter; 2. Said deed of sale passed before Chas. M. Thomas, notary, on the twenty fourth day of August, one thousand nine hundred and four, by the said Dame Eliza Ann Ruiter to the said applicants, as a burying ground committee under the provisions of article 5253 of the revised statutes, for the purpose of a burying ground or cemetery, and to incorporate the said applicants into a burial society, known as "The Ruiter's Corner Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining thereto, as may become necessary, the whole in any event never to exceed twenty five arpents and the same to be used as a cemetery forever.

The names and residences in full of the said applicants are as follows, viz: Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, all of Stanstead; Clayton Foster Bayley, of Beebe Plain, in the state of Vermont, one of the united states of America; James Edward Richardson and Thomas Young, both of Stanstead aforesaid.

CHAS. M. THOMAS,
Notary public, for the applicants.
Stanstead, Que., August, 1906. 2902

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 114.

Ex parte: La Banque de Québec, (succursale de Shawinigan Falls), requérante pour la nomination d'un curateur à la succession vacante de feu J. Ulric Poirier, en son vivant hôtelier, de la ville de Shawinigan Falls.

Avis est par les présentes donné que le neuvième jour d'octobre 1906, en vertu d'un ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur à la succession vacante ci-dessus mentionnée.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites dans les trente jours de cet avis.

JOS. E. DESAULNIERS,
Curateur.
Shawinigan Falls, 10 octobre 1906. 3419

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Chas. Gingras & fils, entrepreneurs, Shawinigan Falls, Faillis.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 novembre 1906, après quoi, il sera payable à mon bureau.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Curateur.
Grand'Mère, 12 octobre 1906. 3437

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 29.

Avis est par le présent donné que Joseph E. Astell, de Coaticook, dans le dit district, boulanger, le 13e jour d'octobre 1906, a fait un abandon judi-

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 114.

Ex parte: The Quebec Bank, (Shawinigan Falls Branch), petitioner for the appointment of a curator to the vacant estate of the late J. Ulric Poirier, in his lifetime hotelkeeper, of the town of Shawinigan Falls.

Notice is hereby given that by order of this court, on the ninth day of October, 1906, I have been appointed curator to the vacant estate above mentioned.

Claims, duly attested, must be filed within thirty days from this notice.

JOS. E. DESAULNIERS,
Curator.
Shawinigan Falls, 10th October, 1906. 3420

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Chas. Gingras & fils, contractors, Shawinigan Falls, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the 5th November, 1906, after which it will be payable at my office.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Curator.
Grand'Mère, 12th October, 1906. 3438

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 29.

Notice is hereby given that Joseph E. Astell, of Coaticook, in said district, baker, made on 13th October, 1906, a judicial abandonment of his pro-

ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la susdite cour, dans la cité de Sherbrooke, sur requête de George E. Astell, de Coaticook susdit, cultivateur.

G. E. ASTELL,
Gardien provisoire.

Daté, 15 octobre 1906.

3417

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Eusèbe Brien dit Desrochers, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le vingtième jour de septembre 1906, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 15 octobre 1906.

3423

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 125.

In re Arthur Poirier, Montréal, Qué.,

Failli.

Avis est donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de collocation, lequel sera payable à mon bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le ou après le sixième jour de novembre 1906.

A. LAMARCHE,
Curateur.

Montréal, 20 octobre 1906.

3455

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Montréal. }

In re Louis Aumaïs, épicier, de Montréal,

Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau le et après le septième jour de novembre 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 17 octobre 1906.

3453

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Rousseau, de Lévis,

Failli.

Je, soussigné, ai été nommé curateur aux biens du failli qui en avait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Lévis, 16 octobre 1906.

3461

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re E. Donat Descoteaux, marchand de meubles, de Trois-Rivières, Qué.,

Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau le et après le sixième jour de novembre 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 17 octobre 1906.

3451

party for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of the above court, in the city of Sherbrooke, upon the demand of George E. Astell, of said Coaticook, farmer.

G. E. ASTELL,
Provisional guardian.

Dated 15th October, 1906.

3418

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Eusèbe Brien dit Desrochers, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the twentieth day of September, 1906, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.

Montreal, 15th October, 1906.

3424

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

No. 125.

In re Arthur Poirier, Montreal, Que.,

Insolvent.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be payable at my office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on or after the sixth day of November, 1906.

A. LAMARCHE,
Curator.

Montreal, 20th October, 1906.

3456

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In re Louis Aumaïs, grocer, of Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet is prepared, and will be payable at my office on and after the seventh day of November, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.

Montreal, 17th October, 1906.

3454

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re Joseph Rousseau, of Lévis,

Insolvent.

I, the undersigned, have been appointed curator to the estate of the insolvent, who had made an abandonment for the benefit of his creditors.

Creditors are required to file their claims with me within one month.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Lévis, 16th October, 1906.

3462

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*

In re E. Donat Descoteaux, furniture dealer, of Three Rivers, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet is prepared, and will be payable at my office on and after the sixth day of November, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.

Montreal, 17th October, 1906.

3452

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 139.

Ce neuvième jour d'octobre 1906.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge Taschereau.
Dans l'affaire de la succession de feu Mark Axelrad
alias M. F. St. John,

et
Morris Axelrad, héritier bénéficiaire de feu Mark
Axelrad, Requéran ;

et
J. O. Boulet *et al*, Mis en cause.
La Cour :—

Vu la requête du requérant demandant que les créanciers et légataires du dit feu Mark Axelrad soient convoqués par avis public et requis de produire leurs réclamations des produits des biens de feu Mark Axelrad, qui ont été déposés dans cette cour, et vu le consentement des parties ;

Accorde la dite requête et ordonne que les créanciers et légataires de feu Mark Axelrad soient convoqués par deux avis devant être publiés deux fois dans les langues anglaise et française, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et dans un journal anglais et dans un journal français publiés dans la cité de Montréal, les requérant de produire leurs réclamations sous quinze jours après la dernière insertion des dits avis, afin que les argents soient distribués parmi les dits créanciers et légataires, suivant le rang, et une distribution faite des produits suivant la loi.

(Signé) H. T. TASCHEREAU,
Juge.

Vraie copie,
J. B. A. TISON,
Dép. P. C. S. 3395.2

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1117.

Edouard Leclerc, Demandeur ;

vs

Victor Allard *et al*, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le dix-huit septembre dix-neuf cent six, dans une cause dans laquelle Edouard Leclerc, manufacturier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, est Demandeur ; et Victor Allard et William Crevier, manufacturiers, des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain lot de terre ayant front sur la rue Fairmont, dans la ville de Saint-Louis, connu et désigné sous les Nos. 12-2-100, subd. 100, de la subd. 2 du No 12, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses y érigées.

Le dit lot de terre et bâtisses y érigées seront mises à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1906), cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, de la cité de Montréal, chambre 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées au cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 139.

On this ninth day of October, 1906.

Present : His Lordship Mr. Justice Taschereau.
In the matter of the succession of the late Mark
Axelrad *alias* M. F. Saint John,

and
Morris Axelrad, beneficiary heir of the deceased
Mark Axelrad, Petitioner ;

and
J. O. Boulet *et al*, Mis en cause.
The court :—

Seeing the petition of the petitioner asking that the creditors and legatees of the said late Mark Axelrad be called in by public notices and requiring them to file their claims upon the proceeds of the estate of the late Mark Axelrad, which have been returned into this court, and seeing the consent of parties hereto :

Doth grant said petition, and it is ordered that the creditors and legatees of the late Mark Axelrad be called in by two notices to be published twice in the english and french languages, in the *Quebec Official Gazette*, and in an english and a french newspaper published in the city of Montreal, requiring them to file their claims within fifteen days after the last insertion of the said notices, in order that the moneys may be distributed among the said creditors and legatees, according to their rank, and a distribution made of the proceeds according to law.

(Signed) H. T. TASCHEREAU,
Judge.

True copy,
J. B. A. TISON,
Dep. P. S. C. 3396

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1117.

Edouard Leclerc, Plaintiff ;

vs

Victor Allard *et al*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the eighteenth day of September, nineteen hundred and six, in a case in which Edouard Leclerc, manufacturer, of the town of Saint Louis, district of Montreal, is Plaintiff ; and Victor Allard and William Crevier, also manufacturers, of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain lot of ground fronting on Fairmont street, in the city of Saint Louis, known and designated under the Nos. 12-2-100, subd. 100, of the subd. 2 of No. 12, of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

The said lot of ground and buildings thereon erected will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTH day of NOVEMBER next (1906), sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal, room 31 ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale, deposited in the office of the protonotary of said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that

l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

GEORGE POLIQUIN,

Avocat du demandeur.

Montréal, 26 septembre 1906. 3251.2
[Première publication, 29 septembre.]

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No. 16.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 22 septembre 1906, dans une cause dans laquelle Dame Euphémie Faucher, de la ville de Holyoke, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Cléophas Letourneau, menuisier, du même lieu, et le dit Cléophas Letourneau tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; et Marcel Allard, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Cyprien, district d'Iberville, et maintenant de la ville de North-Adams, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, Joseph Faucher et Isaac Faucher, tous deux ci-devant du village de Napierville, district d'Iberville, et maintenant de lieux inconnus, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un emplacement sis et situé au dit village de Napierville, paroisse de Saint-Cyprien, de la contenance d'un demi arpent en superficie, sis et situé sur le niveau de la rue Dalhousie, en profondeur par Jacques Demers, d'un côté par Alexis Hébert, au sud et d'autre côté au nord par les représentants de feu Narcisse Moquin—avec une maison en bois à un étage, et une vieille écurie dessus construits, lequel immeuble est maintenant connu pour les fins d'enregistrement par les numéros trois cents et trois cent un (Nos 300 et 301), des plan et livre de renvoi officiels pour le village de Napierville, district d'Iberville.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, du district d'Iberville, située dans la dite ville de Saint-Jean; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ALPHONSE MORIN,

Protonotaire de la dite cour.

EMILE MERIZZI,

Procureur des demandeurs.

Saint-Jean, 24 septembre 1906. 3239.2
[Première publication, 29 septembre 1906.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 1614.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 8 juin 1906, dans une cause dans laquelle Hanora O'Sullivan, épouse séparée de biens de Thomas O'Sullivan, journalier, de la cité de Brooklyn, dans l'état de New-York, l'un des états-unis d'Amérique,

any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

GEORGE POLIQUIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th September, 1906. 3252
[First published, 29th September, 1906.]

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No. 16.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint John, in the district of Iberville, on the twenty second day of September, 1906, in a suit in which Dame Euphémie Faucher, of the town of Holyoke, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, wife common as to property of Cleophas Letourneau, joiner, of the same place, and the said Cleophas Letourneau as well personally as to authorize his wife for the purposes hereof, are Plaintiffs; and Marcel Allard, farmer, heretofore of the parish of Saint Cyprien, district of Iberville, and now of the town of North Adams, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Joseph Faucher and Isaac Faucher, both formerly of the village of Napierville, district of Iberville and now of parts unknown, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A lot situate and being in the said village of Napierville, parish of Saint Cyprien, containing one half arpent in area, situate and lying on the alignment of Dalhousie street, in depth by Jacques Demers, on one side by Alexis Hébert, on the south and on the other side to the north by the representatives of the late Narcisse Moquin—with a one storey wooden house, and on old stable thereon erected, which lot is now known for registration purposes as numbers three hundred and three hundred and one (300 and 301), of the official plan and book of reference for the village of Napierville, district of Iberville.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, of the district of Iberville, situate in the said town of Saint John's; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ALPHONSE MORIN,

Prothonotary of the said court.

EMILE MERIZZI,

Attorney for plaintiffs.

Saint Johns, 24th September, 1906. 3240
[First published, 29th September, 1906.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1614.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the eighth of June, 1906, in a certain cause in which Hanora O'Sullivan, wife separated as to property of Thomas O'Sullivan, laborer, of the city of Brooklyn, in the state of New York, one of the united states

et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs ; et Catherine McCall, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Margaret O'Sullivan, épouse commune en biens de Hugh Curran, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, Joseph Marie Demers, Martin Callaghan and P. J. Brady, tous trois prêtres-curés, des cité et district de Montréal, et "The Home for the Aged of the Little Sisters of the Poor", personne morale et usant de ses droits civils, de la cité de Montréal, dit district, sont Défendeurs, et Daniel McCall, journalier, du même lieu, est mis-en-cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lopin de terre connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-trois (383), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal, contenant vingt-six pieds de front par quatre-vingts de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Wolfe — avec les maisons et bâtiments érigés sur le dit lot.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1906), cour tenant, dans la salle d'audience (chambre 31), du palais de justice, de la cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

MOUSSEAU & GAGNE,

Procureurs des demandeurs.

Montréal, 26 septembre 1906. 3271.2
[Première publication, 29 septembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } ALPHONSE LECLERC,
No 506. } Demandeur ; contre
SIMEON BOLDUC, Défendeur.

Les droits et prétentions du dit Siméon Bolduc, dans et sur la demie sud-ouest du lot numéro quatre cent cinquante-cinq (455), du cadastre officiel pour le canton de Cranbourne, paroisse de Sainte-Germaine, district de Beauce—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Sherif. Député Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 16 octobre 1906.

3433

[Première publication, 20 octobre 1906.]

of America, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, are Plaintiffs ; and Catherine McCall, spinster, of the age of majority, of the city and district of Montreal, Margaret O'Sullivan, wife common as to property of Hugh Curran, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, Joseph Marie Demers, Martin Callaghan and P. J. Brady, all three parish priests of the city and district of Montreal, and "The Home for the Aged of the Little Sisters of the Poor", an ideal person in the exercise of its civil rights, of the city of Montreal, in the said district, are Defendants, and Daniel McCall, laborer, of the same place, is mis-en-cause, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A lot of land known and designated under the number three hundred and eighty three (383), of the official plan and book of reference for Saint James ward, in the said city of Montreal, containing twenty six feet in front by eighty in depth, english measure ; bounded in front by Wolfe street—with the houses and buildings erected on the said lot.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, in open court, at the sitting of said court, to be held on the SECOND day of NOVEMBER next (1906), in the court room (room 31), of the court house, in the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; notice is also hereby given that all oppositions to said sale, whether to annul, to secure charges or to withdraw must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the said adjudication, the whole on pain of being foreclosed.

MOUSSEAU & GAGNE,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 26th September, 1906. 3272
[First published, 29th September, 1906.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } ALPHONSE LECLERC,
No. 506. } Plaintiff ; against SIMEON
BOLDUC, Defendant.

The rights and claims of the said Siméon Bolduc, in and on the south west half of lot number four hundred and fifty five (455), of the official cadastre for the township of Cranbourne, district of Beauce—with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine of Lake Etchemin, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 16th October, 1906. 3434

[First published, 20th October, 1906.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **WILLIAM JOSEPH**
No 1019. } **TREMBLAY**, courtier, de la ville de Roberval, Demandeur ; contre **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, de la ville de Roberval, et **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE** ES-QUALITÉ, tuteur à son fils mineur, Achille Legras de la Bossière, de la ville de Roberval, Défendeurs ; et Joseph Guay et Pierre Lavoie, ci-devant de Roberval, et maintenant des états unis d'Amérique, et Téléphore Pilote, de la ville de Roberval, mis en cause, et Joseph Elzéar Savard, avocat, de Chicoutimi, procureur du défendeur en cette cause, saisissant pour ses frais.

Un terrain sis et situé en la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, dans la seconde division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, contenant treize acres, trois roods et vingt-deux perches en superficie ; composant la partie nord-est du lot de terre numéro quinze, du deuxième rang du canton Ouatichouan, et borné comme suit : vers le nord-est par la ligne entre les lots de terre numéros quatorze et quinze, du second rang du canton Ouatichouan, depuis son intersection avec la rivière Ouatichouanish, sur une longueur de vingt-six chaînes et soixante et quinze mailles jusqu'au chemin public entre le premier et le second rang du dit canton, vers le sud-est par le chemin public sur une longueur de six chaînes et cinquante mailles, vers le sud-ouest par une ligne parallèle à celle entre les dits lots de terre numéros quatorze et quinze, sur une longueur de vingt et une chaînes et trente-huit mailles, plus ou moins, jusqu'à son intersection avec la dite rivière Ouatichouanish, et vers le nord-ouest et l'ouest par la dite rivière jusqu'à son intersection avec la ligne citée ci-dessus entre les dits lots de terre numéros quatorze et quinze—avec les moulins et autres bâties érigées sur le dit terrain, les outils, instruments, machines, machineries et mécanisme quelconques, dépendant des dits moulins, le pouvoir d'eau qui se trouve sur le terrain et toutes autres appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, en la ville de Roberval, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-SIXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 16 octobre 1906. 3445
[Première publication, 20 octobre 1906].

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **WILLIAM JOSEPH**
No 1019. } **TREMBLAY**, courtier, de la ville de Roberval, Demandeur ; contre **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, de la ville de Roberval, et **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, ES-QUALITÉ, de tuteur à son fils mineur, Achille Legras de la Bossière, de la ville de Roberval, Défendeurs, et Joseph Guay et Pierre Lavoie, ci-devant de Roberval, et maintenant des états-unis d'Amérique, et Téléphore Pilote, de la ville de Roberval, mis en cause.

Vente à la poursuite du défendeur es-qualité contre le demandeur.

Limite canton Ross No 5, dans le canton de Ross, et comprenant les lots suivants, 1er rang, lots 11 à 23 incl., 28, 31, 35 à 61 incl., 2e rang, lots 57, 58, 60, 61, 4e rang lots 44 à 53 incl., 56, 57, superficie 9 milles carrés, plus ou moins.

Limite Rivière Ouatichouanish No 3, partant à

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **WILLIAM JOSEPH**
No 1019. } **TREMBLAY**, broker, of the town of Roberval, Plaintiff ; against **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, of the town of Roberval, and **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE** ES-QUALITÉ, tutor to his minor son, Achille Legras de la Bossière, of the town of Roberval, Defendants ; and Joseph Guay and Pierre Lavoie, heretofore of Roberval, and now in the united states of America, and Téléphore Pilote, of the town of Roberval, *mis en cause*, and Joseph Elzéar Savard, advocate, of Chicoutimi, attorney for the defendant in this cause, seizing for his costs.

A land situate and being in the parish of Notre Dame of Lake Saint John, in the second registration division of the county of Lake Saint John, containing thirteen acres, three roods and twenty two perches in area ; comprising the north east part of lot of land number fifteen, of the second range of township Ouatichouan, and bounded as follows : on the north east by the line between lots of land numbers fourteen and fifteen, of the second range of the township Ouatichouan, from its intersection with the river Ouatichouanish, by a length of twenty six chains and seventy five links to the public road between the first and second ranges of the said township, to the south east by the public road on a length of six chains and fifty links, to the south west by a line parallel to the one between said lots of land numbers fourteen and fifteen, on a length of twenty one chains and thirty eight links, more or less, to its intersection with the said river Ouatichouanish, and on the north west and west by the said river to its intersection with the line hereinabove mentioned between said lots of land numbers fourteen and fifteen—with the mills and other buildings erected on the said land, and instruments, machines, machinery and apparatus whatever, belonging to the said mills, and the water power which is on the said lot and all other appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre Dame of Lake Saint John, in the town of Roberval, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY SIXTH day of the month of NOVEMBER, next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 16th October, 1906. 3446
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **WILLIAM JOSEPH**
No 1019. } **TREMBLAY**, broker, of the town of Roberval, Plaintiff ; against **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, of the town of Roberval, and **ALFRED LEGRAS DE LA BOSSIERE**, ES-QUALITÉ, and tutor to his minor son, Achille Legras de la Bossière, of the town of Roberval, Defendants, and Joseph Guay and Pierre Lavoie, heretofore of Roberval, and now in the united state of America, and Téléphore Pilote, of the town of Roberval, *mis en cause*.

Sale to the prosecution of the defendant es-qualité against the plaintiff.

Limit township Ross, No. 5, in the township of Ross, and to comprise the following lots, 1st range lots 11 to 23 incl., 28, 31, 35 to 61 incl., 2nd range lots 57, 58, 60, 61, 4th range lots 44 to 53 incl., 56, 57, area 9 square miles, more or less.

Limit River Ouatichouanish No. 3, starting at

'angle nord-est de la limite de la Rivière Croche No 5 est, de là, à l'est suivant le prolongement de la borne nord de la dite limite No 5 est, 4 milles, de là, sud-ouest suivant une ligne parallèle à la ligne en arrière de la limite Rivière Croche No 5 est, une distance de 10 milles à la ligne nord de la limite Rivière Croche No 4 est, de là, ouest suivant la dite borne nord de la limite Rivière Croche No 4 est, 4 milles jusqu'au sud est de la ligne en arrière de la limite No 5 est, Rivière Croche, de là, nord suivant la ligne en arrière de la dite limite No 5 est jusqu'au point de départ. Superficie 40 milles carrés, plus ou moins. Cette limite ne doit pas intervenir avec cette partie du territoire transportée par la Réserve des Indiens, en arrière du canton de Crespieul.

Pour être vendus en un seul lot (bloc), à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, en la ville de Roberval, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du shérif.

Shérif.

Chicoutimi, 16 octobre 1906.

3447

[Première publication, 20 octobre 1906.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.—Comté de Bonaventure, siégeant à New Carlisle.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No. 276. **THE J. C. McLAREN BELTING COMPANY**, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de J. H. COURCHESNE, de Paspebiac, dans le dit comté de Bonaventure, dans le dit district de Gaspé, Défendeur.

1° Lot numéro cinquante-cinq, dans le quatrième rang du canton de Hope, dans le comté de Bonaventure, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour le dit canton de Hope, sous les numéros du cadastre 756, 757, 758, contenant en tout cent huit acres de terre et quatre-vingt-cinq centièmes d'un acre en superficie—avec une grange sus-érigée, circonstances et dépendances.

2° La moitié ouest du lot numéro cinquante-six, dans le quatrième rang du susdit canton de Hope, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour le dit canton de Hope, sous le numéro de cadastre 761, contenant cinquante-deux acres et un tiers d'un acre en superficie—circonstances et dépendances.

3° Aussi le lot numéro cinquante-sept, dans le quatrième rang du susdit canton de Hope, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour le dit canton de Hope, sous le numéro de cadastre 762, et contenant quarante-cinq acres et sept dixièmes d'un acre de terre en superficie—avec une maison sus-érigée et aussi un moulin à scie à vapeur en bon ordre ainsi que les machines et autres appartenances appartenant au dit moulin à scie à vapeur.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspebiac, dans le dit comté de Bonaventure, SAMEDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif,

Shérif.

New Carlisle, 10 octobre 1906.

3415

[Première publication, 20 octobre 1906.]

the north east angle of limit of River Croche No. 5 east, thence, easterly following the prolongation of the north boundary of said limit No. 5 east, 4 miles thence, south westerly following a line parallel to the rear line of limit River Croche, No. 5 east, a distance of 10 miles, to the north line limit River Croche No. 4 east, thence, westerly following said north boundary of limit River Croche No. 4 east, 4 miles to the south east of rear line of limit No. 5 east, River Croche, thence, northerly following the rear line of said limit No. 5 east to the starting point. Area 40 square miles, more or less. This limit must not interfere with that part of territory covered by the Indian Reserve, in rear of township Crespieul.

To be sold in one single lot (bloc) at the church door of Notre Dame of Lake Saint John, in the town of Roberval, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY SIXTH day of the month of NOVEMBER next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Chicoutimi, 16th October, 1906.

3448

[First published, 20th October, 1906.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.—County of Bonaventure, sitting at New Carlisle.

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 276. **THE J. C. McLAREN BELTING COMPANY**, a body corporate and politic duly incorporated, having their principal office and place of business in the city of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of J. H. COURCHESNE, of Paspebiac, in the said county of Bonaventure, in the said district of Gaspé, Defendant.

1. Lot number fifty five, in the fourth range of the township of Hope, in the county of Bonaventure, and now known and designated on the plan and book of reference for the said township of Hope, under the cadastral numbers 756, 757, 758, as containing in all one hundred and eight acres of land and eighty five hundredths of an acre in superficies—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The west half of lot number fifty six, also in the fourth range of the township of Hope aforesaid, and now known and designated on the plan and book of reference for the said township of Hope, under the cadastral number 761, and containing fifty two acres and one third of an acre in superficies—circumstances and dependencies.

3. Also the lot number fifty seven, in the fourth range of the said township of Hope aforesaid, and now known and designated on the plan and book of reference for the said township of Hope, under the cadastral number 762, and containing forty five acres and seven tenths of an acre of land in superficies—with a house thereon erected, and also steam saw mill in good working order, with also the machinery and other appurtenances unto the said steam saw mill appurtenant and belonging.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspebiac, in the said county of Bonaventure, on SATURDAY, the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next (1906), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office,

Sheriff.

New Carlisle, 10th October, 1906.

3416

[First published, 20th October, 1906.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Montcalm.
Joliette, à savoir : } **LOUIS POUDRIER**, De-
No 1980. } **L** mandeur; vs **TREFLÉ**
GRENIER, Défendeur.

Un terrain situé dans le canton de Wexford, étant une partie sud-est du lot de terre No 53, du neuvième rang du dit canton, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton de Wexford—bâti de maison, grange et autres dépendances; et borné au sud-est par le huitième rang du dit canton, au nord-est par le lot No 54, au sud-ouest par le No 52, du dit rang et au nord-ouest par la rivière Jean Venne, qui traverse le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Emile, le **VINGT-UNIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 15 octobre 1906.
[Première publication, 20 octobre 1906.]

Shérif.
3435

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Montcalm.
Joliette, to wit : } **LOUIS POUDRIER**, Plain-
No. 1980. } **L** tiff; vs **TREFLÉ GRE-**
NIER, Defendant.

A lot situate in the township of Wexford, being a south east part of the lot of land No. 53, of the ninth range of the said township, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of the said township of Wexford—with a house, barn and other dependencies built thereon; and bounded on the south east by the eighth range of the said township, on the north east by lot No. 54, on the south west by No. 52, of the said range, and on the north west by the river Jean Venne, which crosses the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Emile, on the **TWENTY FIRST** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 15th October, 1906.
[First published, 20th October, 1906.]

Sheriff.
3436

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **FRANÇOIS-XAVIER**
No 338. } **D** **DUPUIS**, avocat, de la
ville de Valleyfield, district de Beauharnois, et
OSCAR SENECALE, avocat, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, et pratiquant leur profession ensemble en société sous la raison sociale de "Dupuis et Sénécal", Demandeurs; contre les terres et tenements de **GEORGES RITCHOT**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit (18), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, de la contenance d'environ vingt-deux arpents de longueur par environ un arpent et demi de largeur, plus ou moins; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en profondeur par les lots numéros vingt et dix-sept (20 et 17), du côté nord-est par le lot numéro dix-neuf (19), et de l'autre côté, au sud-ouest, par le lot numéro dix-sept (17), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les maisons et dépendances sur le dit terrain. A distraire du susdit lot de terre les parties du dit lot ci-après désignées, savoir :

1° La partie d'icelui à l'usage des chemins de fer qui le coupent; 2° Un morceau de terre de la largeur d'environ quatre vingt-six (86) pieds, mesure anglaise, sur la profondeur qui se trouve à partir de la ligne nord-ouest du chemin public actuel à aller au fleuve Saint-Laurent; borné au nord-ouest par la ligne nord-ouest du dit chemin public actuel, au nord-est par le lot numéro dix-neuf (19), au sud-ouest, à une distance d'environ quatre-vingt-six (86) pieds de la ligne nord-est par le résidu du

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } **FRANÇOIS-XAVIER DU-**
No. 338. } **D** **DUPUIS**, advocate, of the
town of Valleyfield, district of Beauharnois, and
OSCAR SENECALE, advocate, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, and practising their profession together as such in partnership, under the style and firm of "Dupuis & Senecal", Plaintiffs; against the lands and tenements of **GEORGES RITCHOT**, of the city and district of Montreal, Defendant.

An immovable known and described as being lot number eighteen (18), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, containing about twenty two arpents in length by about one arpent and a half in width, more or less; bounded in front by the river Saint Lawrence, in depth by lots numbers twenty and seventeen (20 and 17), on the north east side by lot number nineteen (19), and on the other side to the south west, by lot number seventeen (17), of the said official plan and book of reference—with the houses and dependencies on the said land. Reserving from the said lot of land the parts of the said lot hereinafter described, to wit :

1. The part thereof for the use of the railways which cut it; 2. A piece of land of about eighty six (86) feet in width, english measure, by the depth to be found starting from the north west line of the actual public road and going to the river Saint Lawrence; bounded on the north west by the north west line of the said actual public road, on the north east by lot number nineteen (19), on the south west, at a distance of about eighty six feet from the north east line by the residue of the said

219
Seig

dit lot numéro dix-huit (18), et au sud-est par le fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1906. 3425
[Première publication, 20 octobre 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE ROYAL TRUST**
No 2594. } **COMPANY**, corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal bureau dans
les cité et district de Montréal, en sa qualité d'exé-
cutrice dûment nommée aux biens de feu James G.
Hourden, en son vivant des cité et district de
Montréal, marchand de quincaillerie, Demande-
resse ; contre les terres et tenements de GODFREY
WEIR, des cité et district de Montréal, en sa qua-
lité de seul exécuteur survivant des biens de feu
Elizabeth Somerville Weir, en son vivant de Mon-
tréal susdit. Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur esqual,
les immeubles suivants, à savoir :

1° Un emplacement formant partie de la partie
non subdivisée du lot officiel numéro deux cent
vingt (220), des plan et livre de renvoi officiels de
la paroisse de Montréal, contenant quarante-huit
pieds de largeur en front et en arrière sur cent dix-
neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou
moins, tel qu'enclos dans les présents murs et clô-
tures ; borné en front par l'avenue Western, dans
la ville de Westmount, en arrière et des deux côtés
par la partie restante de la partie non subdivisée du
lot numéro deux cent vingt (220). La ligne de côté
nord-est du dit emplacement est parallèle à icelui,
et de quarante-huit (48) pieds, mesure anglaise, des
lignes de côté sud-ouest de l'avenue Lansdowne—
avec une bâtisse en construction sus-érigée, avec
remise en construction en arrière et portant le nu-
méro civique quatre mille sept cent treize (4713),
avenue Western.

2° Un autre emplacement formant partie de la
partie non subdivisée du lot officiel numéro deux
cent vingt (220), des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Montréal, contenant quarante-
huit pieds de largeur en front et en arrière sur
cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure an-
glaise, plus ou moins, tel qu'enclos dans les présents
murs et clôtures ; borné en front par la dite avenue
Western, de la dite ville de Westmount, en arrière
et du côté nord-est par d'autres parties de la dite
partie non subdivisée du lot officiel numéro soixante
et neuf, du lot officiel numéro deux cent dix-neuf
(No 219-69), des dits plan et livre de renvoi offi-
ciels de la paroisse de Montréal—avec une bâtisse
en construction sus-érigée, avec remise en construc-
tion en arrière et portant le numéro civique quatre
mille sept cent vingt et un, avenue Western.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de
NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-
midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 octobre 1906. 3443
[Première publication, 20 octobre 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **HORACE A. HUT-**
No 58. } **CHINS**, de la ville de
Westmount, dans le district de Montréal, Conseil
en Loi du Roi. Demandeur ; contre les terres et
tenements de GODFREY WEIR, des cité et district
de Montréal, en sa qualité d'exécuteur des biens de
feu Dame Elizabeth Somerville Weir, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, es-
qualité les immeubles suivants, à savoir :

1° Subdivision douze, du numéro de cadastre deux
cent quinze (215-12), des plan et livre de renvoi

lot number eighteen (18), and on the south east by
the river Saint Lawrence.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th October, 1906. 3425
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE ROYAL TRUST COM-**
No. 2594. } **PANY**, a body politic and
corporate, having its head office in the city and dis-
trict of Montreal, in his quality of executor duly
appointed to the estate of the late James G. Hour-
den, in his lifetime of the city and district of Mon-
treal, hardware merchant, Plaintiff ; against the
lands and tenements of GODFREY WEIR, of the
city and district of Montreal, in his quality of sole
surviving executor to the estate of the late Eliza-
beth Somerville Weir, in her lifetime of Montreal
aforesaid, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant es-
qual., the following immoveables, to wit :

1. An emplacement forming part of the unsub-
divided part of official lot number two hundred
and twenty (220), of the official plan and book of
reference of the parish of Montreal, containing forty
eighth feet in width in front and rear by one hun-
dred and nineteen feet in depth, english mea-
sure, more or less, and as enclosed within the pre-
sent walls and fences ; bounded in front by West-
ern avenue, in the town of Westmount, in rear
and on both sides by the remaining part of unsub-
divided part of lot number two hundred and twenty
(220). The north east side line of said emplacement
is parallel to, and forty eight (48) feet, english
measure, from the south west side lines of Lans-
downe avenue—with a frame dwelling thereon
erected with frame shed in rear and bearing the
civic number four thousand seven hundred and
thirteen (4713), Western avenue.

2. Another emplacement forming part of the
unsubdivided portion of official lot number two
hundred and twenty (220), of the official plan and
book of reference of the parish of Montreal, con-
taining forty eight feet in width in front and rear
by one hundred and nineteen feet in depth, english
measure, more or less, as enclosed within the
present walls and fences ; bounded in front by said
Western avenue, of the said town of Westmount,
in rear and on the north east side by other parts of
said unsubdivided part of said official lot number
sixty nine of official lot number two hundred and
nineteen (No. 219-69), of said official plan and
book of reference of the parish of Montreal—with a
frame dwelling thereon erected, with frame shed in
rear and bearing the civic number four thousand
seven hundred and twenty one, Western avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER
next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 17th October, 1906. 3444
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **HORACE A. HUTCHINS,**
No 58. } of the town of Westmount,
in the district of Montreal, King's Counsel, Plain-
tiff ; against the lands and tenements of GODFREY
WEIR, of the city and district of Montreal, in his
quality of executor to the estate of the late Dame
Elizabeth Somerville Weir, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, es-
qualité, the following immoveables, to wit :

1. Subdivision twelve, of cadastral number two
hundred and fifteen (215-12), on the official plan

officiels de la paroisse de Montréal ; borné en front par l'avenue Victoria, du côté nord-ouest, par la subdivision onze, du lot de cadastre numéro deux cent quinze, au sud-ouest pour environ trente pieds par la subdivision dix B (10-B), du lot de cadastre numéro deux cent quatorze (214), et pour une distance d'environ vingt-pieds par la subdivision dix C, du lot de cadastre numéro deux cent quatorze, au sud-est par la subdivision treize, du lot deux cent quatorze, vacant, contenant six mille sept cent cinquante pieds, plus ou moins, mesure anglaise.

2° Un emplacement formant partie de la partie non-subdivisée du lot officiel numéro deux cent vingt, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cent seize pieds de largeur en front et la même mesure en arrière, sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'enclos avec les présents murs et clôtures ; borné en front par l'avenue Lansdowne, en arrière par les subdivisions numéro soixante et dix, numéro soixante et onze et numéro soixante et douze, du lot officiel numéro deux cent dix-neuf (Nos 219-70, 219-71, 219-72), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, du côté nord-ouest par la dite subdivision numéro quarante (No 40), du dit lot officiel numéro deux cent vingt (No 220-40), des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté sud-est par une autre partie de la partie non-subdivisée du dit lot officiel numéro deux cent vingt (No 220).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1906. 3427
[Première publication, 20 octobre 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, à savoir : **THE WATEROUS ENGINE No 1547. J. T. WORKS COMPANY, LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Brantford, province d'Ontario, Demanderesse ; contre **WALTER K. McLEAN**, du canton de Eardley, dans le comté de Wright, maintenant dans les environs des moulins de Lumsdens, dans le district de Pontiac, marchand de bois, Défendeur, à savoir :

Lots numéros dix-sept (17) et dix-huit (18), dans le douzième rang du canton de Eardley, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 17 octobre 1906. 3449
[Première publication, 20 octobre 1906.]

and book of reference of the parish of Montreal ; bounded in front by Victoria avenue, on the north west side by subdivision eleven, of cadastral lot number two hundred and fifteen, on the south west for about thirty feet by subdivision ten B (10-B), of cadastral lot number two hundred and fourteen (214), and for a distance of about twenty feet by subdivision ten C, of cadastral lot number two hundred and fourteen, on the south east by subdivision thirteen, of lot two hundred and fourteen, vacant, containing six thousand seven hundred and fifty feet, more or less, english measure.

2. An emplacement forming part of the subdivided portion of official lot number two hundred and twenty, of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, containing one hundred and sixteen feet in width in front and of the same measure in the rear, by one hundred and forty four feet in depth, english measure, more or less, and as enclosed within the present walls and fences ; bounded in front by Lansdowne avenue, in rear by subdivisions number seventy, number seventy one and number seventy two, of official lot number two hundred and nineteen (Nos. 219-70, 219-71, 219-72), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, on the north west side by said subdivision number forty (No. 40), of said official lot number two hundred and twenty (No. 220-40), of said official plan and book of reference, and on the south east side by another part of the unsubdivided part of said official lot number two hundred and twenty (No. 220).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 16th October, 1906. 3428
[First published, 20th October, 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **THE WATEROUS ENGINE No 1547. J. T. WORKS COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Brantford, province of Ontario, Plaintiff ; against **WALTER K. McLEAN**, of the township of Eardley, in the county of Wright, presently in the vicinity of Lumsdens Mills, in the district of Pontiac, lumberer, Defendant, to wit :

Lots numbers seventeen (17) and eighteen (18), in the twelfth range of the township of Eardley, in the county of Wright and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with all and every their members and appurtenances.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 17th October, 1906. 3450
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour de Circuit—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : **J. ALDERIC STE MARIE**,
No 3957. **J.** médecin, du village de
Gracefield, district d'Ottawa, Demandeur ; contre
DAME EUSTACHE LACROIX, veuve de feu
Eustache Lacroix, en son vivant cultivateur, du
canton Bouchette, dit district, et al, Défendeurs.

Saisis comme appartenant à la dite Dame Eustache Lacroix, à savoir :

Tous les droits et prétentions qu'elle a et qu'elle peut avoir sur ce morceau de terre, connu comme partie du lot numéro vingt-six (26), du cinquième rang du canton de Bouchette, dans le district d'Ottawa ; borné à l'est par Grant Lake, à l'ouest par partie du même lot, la propriété de A. P. Sherwood, au nord par le lot No 27, dans le même rang, et au sud par le lot No 25, dans le dit rang—avec les bâtisses sus-érigées, et comprenant environ 15 arpents.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures d'e l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 25 septembre 1906. 3255.2
[Première publication, 29 septembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **EUGENE ETIENNE TACHE**
No 182. **E.** ES QUALITÉ, ET AL ;
contre **EMELIE PAPILLON** ET VIR, à savoir :

Le lot No 131 (cent trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, étant un lot de terre situé sur le chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

J.-B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Québec, 18 octobre 1906. 3441
[Première publication, 20 octobre 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **DAME ELEONORE BERNIER**
No 501. **D.** NIER ET VIR ; contre
DAME POMELA LACOMBE ET AL, et **ALPHONSE DUMAIS**, JR., ET AL, héritiers, à savoir :

Le lot No 4197A (quatre mille cent quatre-vingt-dix-sept A), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Artillerie—avec droit de passage sur le lot No 4197 B, pour communiquer à la rue Sainte-Julie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 20 septembre 1906. 3193.2
Première publication du 22 septembre est nulle.
[Première publication, 6 octobre 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **LOUIS-PHILIPPE-HEBERT**
No 1193. **L.** GRANDBOIS ET AL ; contre
GEORGES RUNCIE ET AL, à savoir :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Circuit Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : **J. ALDERIC STE MARIE**,
No. 3957. **J.** physician, of the village of
Gracefield, district of Ottawa, Plaintiff ; against
DAME EUSTACHE LACROIX, widow of the late
Eustache Lacroix, in his lifetime farmer, of the
township of Bouchette, said district, et al, Defend-
ants.

Seized as belonging to said Dame Eustache Lacroix, to wit :

All the rights and pretensions that she has and may have on that parcel of land known as being part of lot number twenty six (26), of the fifth range of the township of Bouchette, in the district of Ottawa ; bounded to the east by Grant lake, to the west by part of the same lot, the property of A. P. Sherwood, to the north by lot No. 27, in same range, and to the south by lot No. 25, in said range—with the buildings thereon erected, and comprising about 15 arpents.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 25th September, 1906. 3256
[First published, 29th September, 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **EUGENE ETIENNE TACHE**,
No. 182. **E.** ES QUALITÉ, ET AL ; against
EMELIE PAPILLON ET VIR, to wit :

Lot No. 131 (one hundred and thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint-Felix-of-Cap-Rouge, being a lot of land situate on the public road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Felix-of-Cap Rouge, in the county of Quebec, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 18th October, 1906. 3442
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **DAME ELEONORE BERNIER**
No. 501. **D.** NIER ET VIR ; against
DAME POMELA LACOMBE ET AL, and **ALPHONSE DUMAIS**, FILS, ET AL, heirs, to wit :

Lot No. 4197A (four thousand one hundred and ninety seven A), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Artillery street—with the right of way on the lot No. 4197 B, to communicate with Sainte Julie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff Office, Sheriff.
Québec, 20th September, 1906. 3194
First publication of the 22nd September is null.
[First published, 6th October, 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : **LOUIS-PHILIPPE-HEBERT**
No. 1193. **L.** GRANDBOIS ET AL ; against
GEORGES RUNCIE ET AL, to wit :

1^o Saisi comme appartenant à Augustin Petitclerc, un des défendeurs :

Le lot No 4 B (quatre B), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban d'Alton, étant un lot de terre situé au troisième rang, canton Alton—circonstances et dépendances.

2^o Saisi comme appartenant au dit Georges Runcie :

Le lot No 4 A (quatre A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban d'Alton, étant un lot de terre situé au troisième rang, canton Alton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alban d'Alton, dans le comté de Portneuf, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 4 octobre 1906. 3339.2
[Première publication, 6 octobre 1906.]

1. Seized as belonging to Augustin Petitclerc, one of the defendants :

Lot No. 4 B (four B), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban d'Alton, being a lot of land situate in the third range, township Alton—circumstances and dependencies.

2. Seized as belonging to the said Georges Runcie :

Lot No. 4 A (four A), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban d'Alton, being a lot of land situate in the third range, township Alton—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alban d'Alton, in the county of Portneuf, on the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER.

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 4th October, 1906. 3340
[First published, 6th October, 1906.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—Rimouski.

Rimouski à savoir : } ALFRED ROBICHAUD,
No 3340. } A failli, et VITAL ELZEAR
PARADIS, curateur, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre Amqui, contenant 100 pieds de front sur 70 pieds de profondeur ; borné au sud-ouest à un certain chemin, au nord au chemin du Roi, au sud et à l'ouest au terrain de Napoléon Desrosiers, lequel terrain a été détaché et fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro 34, du cadastre officiel du second rang du canton Humqui, tel que le tout est actuellement—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. Le dit emplacement sujet au bail emphytéotique pour une période de 99 ans, du 22 juillet 1905, et au paiement d'une rente annuelle de dix piastres à Napoléon Desrosiers, suivant acte passé devant M^{re} Dionne, notaire, à Amqui, à la date susdite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre Amqui, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 28 septembre 1906. 3269.2
[Première publication, 29 septembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie à savoir : } IN RE MAURIL TREMBLAY,
No 1544. } BLAY, failli, et LEFAIVRE & TASCHEREAU, curateurs conjoints.

(Conformément à l'article 879, C. P. C.)
1^o L'immeuble maintenant connu sous les numéros 22, 22A, 23, 23A, 24, 24A, 25B, 24C, 24D, 24E, 24F, 24G, 24I, 24J, 24K, du cadastre officiel de la

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—Rimouski.

Rimouski, to wit : } ALFRED ROBICHAUD,
No. 3340. } insolvent, and VITAL
ELZEAR PARADIS, curator, to wit :

A lot situated in the parish of Saint Benoit Joseph Labre Amqui, containing one hundred (100) feet in front by seventy (70) feet in depth ; bounded to the south west by a certain road, to the north by the King's highway, to the south and west by Napoléon Desrosiers' lot, which lot is detached from and forms part of the lot of land known and designated under the number 34, of the official cadastre for the second range of township Humqui, as the whole now is—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said lot is subject to an emphyteutic lease for a period of 99 years, from the 22nd July, 1905, and to the payment of an annual rent of ten dollars to Napoléon Desrosiers, according to the deed passed before M^{re} Dionne, notary, at Amqui, on the date aforesaid.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre Amqui, on the THIRTIETH day of OCTOBER, 1906, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 28th September, 1906. 3270
[First published, 29th September, 1906.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATORS WRIT.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } IN RE MAURIL TREMBLAY,
No. 1544. } Insolvent, and LEFAIVRE & TASCHEREAU, joint curators.

(In conformity to art. 879, C. P. C.)
1. The immovable property now known under Nos. 22, 22A, 23, 23A, 24, 24A, 24B, 24C, 24D, 24E, 24F, 24G, 24I, 24J, 24K, of the official cadas-

paroisse de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, et formant un lopin de terre situé dans le premier rang du canton Callières; borné comme suit, savoir: au sud-ouest et au nord-ouest par la rivière Noire, au sud par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est par le numéro 21, du dit cadastre, et au nord-ouest par la ligne de division entre le premier et le dixième rang du dit canton Callières—avec ensemble les quais, écluses, estacades, bâtisses, les moulins à scies et autres, et les machineries, courroies et outils, engins et bouilloires nécessaires à l'exploitation d'iceux; à distraire, cependant, du dit lopin de terre, le numéro 24H, du dit cadastre, appartenant à une tierce personne.

2° Les droits du failli dans les limites actuellement sous licences du Département des Terres de la Couronne de la province de Québec, connues sous les noms: 1° Rivière Malbaie No 2, comprenant vingt-sept milles en superficie; 2° Rivière Noire No 1 Ouest, comprenant vingt milles en superficie; Rivière Noire No 1 Est, comprenant quinze milles en superficie. Les dites limites sujettes, envers le gouvernement de la province de Québec, au paiement de la rente foncière et aux obligations stipulées dans les licences émises par le dit gouvernement pour chacune d'elles.

Les dits immeubles et limites sus-décrits pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 27 septembre 1906. 3257.2
[Première publication, 29 septembre 1906.]

ter of the parish of Saint Siméon, county of Charlevoix, and forming a lot of ground situated in the first range of the township of Callières; bounded as follows: to the south west and north west by Black River, to the south by the Saint Lawrence River, to the north east by number 21, of the said cadaster, and to the north west by the divisional line between the first and tenth range of the said township of Callières—together with the wharfs, dams, booms, buildings, sawing mills and others, and the machineries, beltings, tools, engines and boilers to be found therein; less however, and to be distracted from the said lot of ground, No. 24H, of the said cadaster, belonging to a third party;

2. The rights of the insolvent in the limits held by him under licenses from the Department of Crown Lands of the province of Quebec, known under the following names: 1. River Malbay No. 2, containing twenty seven miles in superficies; 2. Black River No. 1 West, containing twenty miles in superficies; 3. Black River No. 1 East, containing fifteen miles in superficies. The said limits sold subject, towards the government of the province of Quebec, to the payment of the ground rent and to the obligations stipulated in the licenses issued by the said government for each of them.

The said immovable property and limits above described to be sold in a lot, at the parochial church door of Saint-Siméon, county of Charlevoix, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 27th September, 1906. 3258
[First published, 29th September, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } MAXIME GELINAS,
No 256. } Demandeur; contre
PROSPER LEMAY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Sévère, dans le rang Bellechasse, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-cinq (185), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Sévère—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, le VINGT ET UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 octobre 1906. 3429
[Première publication, 20 octobre 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } LEO SMYTH, De-
No 456. } mandeur; contre
URGEL BEAUPRÉ, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-dix pieds; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord-est par Lazare Beaupré, et du côté sud-ouest par le chemin de pieds qui conduit au moulin à farine d'Eugène Beaupré, et faisant partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-dix (190), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore.

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } MAXIME GELINAS,
No. 256. } Plaintiff; against
PROSPER LEMAY, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Sévère, in the Bellechasse range, known and described as number one hundred and eighty five (185), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Sévère—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sévère, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 16th October, 1906. 3430
[First published, 20th October, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit: } LEO SMYTH, Plain-
No 456. } tiff; against URGEL
BEAUPRÉ, Defendant.

1. A lot situate in the parish of Sainte Flore, in the south east concession of the Piles road, containing ninety feet in front by the depth of ninety feet; bounded in front by the public road, in depth and on the north east side by Lazare Beaupré, and on the south west side by the foot road leading to the flour mill of Eugene Beaupré, and forming part of the lot of land number one hundred and ninety (190), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore.

2° Un certain morceau de terre de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Flore, en la concession susdite, contenant en superficie un demi arpent, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant cette partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-onze (191), du dit cadastre, comprise entre la rivière Shawinigan et une ligne qui partirait de l'extrémité sud du quai de bois actuel et irait en ligne droite à la dite rivière—avec ensemble le moulin à carder y érigé et ses accessoires, le pouvoir d'eau nécessaire pour faire marcher le dit moulin à carder, un chemin pour communiquer tant qu'à pieds qu'en voiture, du chemin public de la dite concession, au dit moulin à cardes. A distraire du dit morceau de terre, cette partie qui se trouve à quatre pieds du corps principal du dit moulin à carder, côté sud-est, partant de la dite rivière à aller vers le sud, en ligne droite, jusqu'à une distance de quatre-vingt-dix pieds du dit moulin, et cette autre partie qui se trouve au sud-ouest d'une ligne qui partirait du bout des dits quatre-vingt dix pieds et irait se terminer au dit quai, en passant à dix pieds de l'étable d'Eugène Beaupré, côté nord-est.

3° Une bâtisse en bois construite sur partie du lot (No 191) cent quatre-vingt-onze, du susdit cadastre, J. O. H. Ricard, de la ville de Grand'Mère, avec canal d'alimentation et prise d'eau, un générateur d'électricité; une "switch board", un régulateur avec leurs accessoires et les droits qu'il peut avoir sur le dit morceau de terre et le bord de la rivière.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 octobre 1906. 3431
[Première publication, 20 octobre 1906.]

2. A certain lot of land of irregular outline, situate in the parish of Sainte-Flore, in the aforesaid concession, containing in area one half arpent, more or less, without warranty of precise measure, and being that part of the lot of land number one hundred and ninety one (191), of the said cadastre, comprised between the river Shawinigan and a line starting from the southern extremity of the actual wooden wharf and going in a straight direction to the said river—together with the carding mill thereon erected and its accessories, the water power needed to drive the said carding mill, a road communicating for walking and driving from the public road of the said concession to the said carding mill. Reserving from the said piece of land that part which is at four feet from the said carding mill, starting from the said river and going south in a straight line, to a distance of ninety feet from the said mill, and that other part which is south west of a line starting from the end of the said ninety feet and going to terminate at the said wharf, passing at ten feet from Eugène Beaupré's stable, north east side.

3. A wooden building erected on part of the lot (No. 191) one hundred and ninety one, of the said cadastre, by J. O. H. Ricard, of the town of Grand'Mère, with a canal for and taking in water, a generator of electricity, a switch board, a register and their accessories and the rights that he may have the said piece of land and the edge of the river.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers 16th October, 1906. 3432
[First published, 20th October, 1906.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour d'octobre 1906, incorporant MM. Errol Languedoc, avocat, William James Henderson, comptable, Alexander C. Calder, teneur de livres, Joseph Jenkins, étudiant, Calixte T. Jetté, huissier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : manufacturer, acheter, vendre, emmagasiner et exporter carbure de calcium et en faire le commerce, et les composés, dérivatifs, produits des produits d'iceux; émettre des actions payées pour l'achat de patentes, droits de patentes ou toute autre propriété, droits ou choses corporels et incorporels; posséder du stock dans d'autres compagnies et en général faire toutes choses ayant rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Canadian Carbide Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Sa principale place d'affaires dans la province sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour d'octobre 1906.

L. RODOLPHE ROY,
3473 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour d'octobre 1906, incorporant MM. Languedoc, avocat, William James Henderson, comptable, Alexander C. Calder, teneur de livres, Joseph Jenkins, étudiant, et Calixte T. Jetté, huis-

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1906, incorporating Messrs. Errol Languedoc, advocate, William James Henderson, accountant, Alexander C. Calder, book-keeper, Joseph Jenkins, student, Calixte T. Jetté, bailiff, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to manufacture, buy, sell, deal in, store, warehouse and export calcium carbide and the compounds, derivatives, products and by-products thereof; to issue paid up shares for the purchase of patents, patent rights or any other property, rights or things corporeal or incorporeal; to hold stock in other companies, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Canadian Carbide Company", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into five thousand (5000) shares of five dollars (\$5.00) each.

Its principal place of business in the province shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of October, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
3474 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1906, incorporating Messrs. Errol Languedoc, advocate, William James Henderson, accountant, Alexander C. Calder, book-keeper, Joseph Jenkins, student, and Calixte T. Jetté,

sier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : manufacturer, acheter, vendre, emmagasiner et exporter du carbure de calcium et en faire le commerce ; la lampe acetylene connue comme "The Beck-Iden Acetylen Lamp," ensemble avec tous les accessoires, améliorations et additions à icelles, tous les instruments d'aucune sorte, fournitures, installations, système de tuyau et en général les tuyaux, compteurs, générateurs de gaz acetylene ; acheter, acquérir et posséder du stock dans toute autre compagnie incorporée de même nature ; acheter, acquérir, améliorer et en général employer toute patente ou amélioration sur toute patente concernant l'éclairage ou chauffage par aucun procédé quelconque ; émettre des actions payées pour l'achat de patentes, droits ou toute autre propriété ou choses corporels ou incorporels, meubles et immeubles ; et en général de faire toutes choses ayant rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Beck-Iden Acetylene Lamp Company", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en vingt mille (20,000) action de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Sa principale place d'affaires dans la province sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour d'octobre 1906.

L. RODOLPHE ROY,
3475 Secrétaire de la province.

bailiff, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to manufacture, buy, sell, deal in, store, warehouse and export ; calcium carbide, the acetylene lamp known as the Beck-Iden Acetylen Lamp, together with all accessories improvements, and additions thereof or thereto ; all and every kind of instruments, appliances, installations, systems of piping and generally, pipes, meters, generators of acetylene gas ; to buy, acquire and hold stock in any other incorporated company of similar nature ; to buy, acquire, improve on and generally use any patent or improvement on any patent relating to lighting or heating by any process whatsoever ; to issue paid up by shares for the purchase of such patent rights or any other property or things corporeal or incorporeal, moveable or immovable ; and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Beck-Iden Acetylene Lamp Company", with a capital stock one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

Its principal place of business in the province shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, the sixteenth day of October, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
3476 Provincial Secretary.

Avis de Faillites

District de Québec.

Re : William Vincent, Québec, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 novembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 octobre 1906. 3467

District de Beauce.

Re : O. Brochu & Cie, Beauceville, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 novembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 octobre 1906. 3465

Avis est par le présent donné que Joseph Giguère, de Hébertville, comté de Chicoutimi a, le onzième jour d'octobre, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.
Québec, 18 octobre 1906. 3463

Ratifications

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Trois-Rivières.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, un acte passé devant

Bankrupt Notices

District of Quebec.

Re : William Vincent, Quebec, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 5th November, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 18th October, 1906. 3463

District of Beauce.

Re : O. Brochu & Cie, Beauceville, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, will be open to objection until 6th November, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th October, 1906. 3466

Notice is hereby given that Joseph Giguère, of Hébertville, county of Chicoutimi, on the eleventh day of October instant, made an assignment of his estate for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.
Quebec, 18th October, 1906. 3464

Ratifications

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Three-Rivers.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Three-Rivers, an act executed

Louis Philippe Mercier, notaire, le 25 septembre 1906, étant la sentence arbitrale rendue à cette date par Isidore Pothier, arbitre unique nommé par une ordonnance en date du 31 août 1906, par l'honorable juge R. S. Cooke, aux fins de déterminer l'indemnité à être payée par la compagnie du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, pour le terrain suivant, savoir :

Une partie du lot numéro neuf cent dix-neuf, du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, de forme triangulaire, compris dans les limites suivantes : commençant au sommet de l'angle formé par les lignes frontières des lots Nos 901 et 936, du cadastre officiel susdit ; de là, une ligne se dirigeant vers le sud et se conformant avec la ligne du lot 936, sur une distance de vingt-trois pieds, jusqu'à la ligne servant de frontière à la propriété actuellement occupée par la compagnie du Pacifique Canadien, pour sa voie ferrée ; de là, une ligne se dirigeant vers l'est et se confondant avec celle qui sert de frontière à la propriété du Pacifique Canadien, sur une distance de douze pieds ; de là, une ligne se dirigeant vers le nord-ouest et se confondant avec celle qui sert de frontière au lot No 901, sur une distance de vingt et un pieds, jusqu'au point ci-dessus indiqué, comme point de départ, contenant cent vingt-six pieds carrés, plus ou moins, et comprenant tout le terrain inclus entre les lignes frontières des dits lots 901-936 et de la propriété actuellement occupée par la compagnie du Pacifique Canadien ; lequel terrain a été, pendant les trois dernières années, en la possession des héritiers de feu Josuah Trenaman, de son vivant de la cité de Trois-Rivières, savoir : John Trenaman, mademoiselle A. K. Trenaman, tous deux de la ville de Prescott, dans la province d'Ontario ; Samuel Trenaman, télégraphiste, de la cité de Trois-Rivières, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité d'administrateur fidéicommissaire de la succession de feu Josuah Trenaman et de tuteur aux enfants mineurs de feu Thomas Trenaman, savoir : William Trenaman, de la ville de Grand'Mère, dit district ; Thomas Trenaman, de Saint-Michel des Saints, dit district, et Eva Trenaman, de la cité de San Francisco, état de Californie, l'un des états-unis d'Amérique ; et aussi de Dame Flore Vézina, veuve de Pierre Dubé, et maintenant épouse de Amédée Charpentier, de la cité de Trois-Rivières ; lequel acte a été enregistré au bureau d'enregistrement de la cité de Trois-Rivières, le 19 octobre 1906 ; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par la compagnie du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 23 novembre 1906, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans le certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leur opposition par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

LOTTINVILLE & DUMONT,

Protonotaires de la cour supérieure
pour le district de Trois-Rivières

Trois-Rivières, 19 octobre 1906. 3471
[Première publication, 20 octobre 1906].

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Trois-Rivières. }

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, un acte passé devant Louis Philippe Mercier, notaire, le 25 septembre 1906, étant la sentence arbitrale rendue à cette date par Isidore Pothier, arbitre unique nommé par une ordonnance en date du 11 septembre 1906, par l'hon-

before Louis Philippe Mercier, notary public, on the 25th of September, 1906, the said act being the award determined on the said date by Isidore Pothier, arbitrator appointed according to a judgment rendered on the 31st of August, 1906, by honourable justice R. S. Cooke, in order to determine the indemnity to be paid by the Saint Maurice Valley Railway Company, for the following tract of land, viz :

A certain parcel of land being a part of lot 919, on the official plan and book of reference for the city of Three-Rivers, of a triangular form and described as follows : beginning at the vertex of the angle by the boundary lines of lots Nos. 901 and 936, of said official plan and book of reference, and thence, running south along said line of lot No. 936, twenty three (23) feet to the boundary line of the parcel of land now owned by the Canadian Pacific Railway ; thence, running east along said boundary line of the Canadian Pacific Railway property twelve (12) feet ; and thence running north west along the boundary line of lot No. 901, twenty one (21) feet, to the point of beginning, containing one hundred and twenty six (126) square feet, more or less, and being all the land included between the boundary lines of lots Nos. 901 and 936, and the said parcel of land actually owned and occupied by the said Canadian Pacific Railway Company, as shown on the plan of said lots Nos. 901 and 936 and of said parcel of land belonging to the Canadian Pacific Railway Company ; the said parcel of land has been possessed by the heirs of late Josuah Trenaman, in his lifetime of the city of Three-Rivers, viz : John Trenaman, Miss A. K. Trenaman, both of the town of Prescott, in the province of Ontario ; Samuel Trenaman, telegraph operator, of the city of Three Rivers, in the said district, personally and in his capacity of administrator and fiduciary trustee for the estate of said late Josuah Trenaman and tutor to the minor children of late Thomas Trenaman, viz : William Trenaman, of the town of Grand'Mère, in the said district ; Thomas Trenaman, of Saint Michel des Saints, in the said district, and Eva Trenaman, of the city of San Francisco, state of California, one of the united states of America ; and also by Mrs. Flore Vézina, widow of Pierre Dubé, and now wife of Amédée Charpentier, of the said city of Three Rivers, as proprietors for the last three years now last passed ; the said act has been registered at the registrar's office of the city of Three Rivers, on the 19th of October, 1906 ; and all persons who claim any privilege of hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said act by which the said Saint Maurice Valley Railway Company acquired the said parcel of land as aforesaid, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 23rd of November, 1906, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in the certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said date, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

LOTTINVILLE & DUMONT,

Prothonotaries of the superior court
for the district of Three Rivers.

Three Rivers, 19th October, 1906. 3472
[First published, 20th October, 1906].

Canada, }
Province of Québec, } Superior Court.
District of Three-Rivers. }

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotary of the superior court, in the district of Three-Rivers, an act executed before Louis Philippe Mercier, notary public, on the 25th of September, 1906, the said act being the award determined on the said date by Isidore Pothier, arbitrator appointed according to

notable juge R. S. Cooke, aux fins de déterminer l'indemnité à être payée par la compagnie du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice pour le terrain suivant, situé dans la cité des Trois Rivières, dit district, savoir : pour une propriété comprise dans les limites suivantes : de la borne actuellement placée à l'angle sud-est de la dite rue des Côteaux et de la rue Plaisante, dans la dite cité des Trois-Rivières, une ligne courant dans une direction sud-ouest, et se confondant avec la ligne qui sert de frontière à la dite rue des Côteaux et les lots 901 et 936 du dit cadastre officiel jusqu'au point où la dite ligne est interceptée par la ligne qui sert de frontière à la dite rue des Côteaux et à la rue-Lejeune, sur le cadastre officiel, pour la cité des Trois-Rivières, soit une distance environ de deux cent quarante-huit pieds ; de là, une ligne courant dans une direction nord-ouest et se confondant avec la ligne qui sert de frontière entre la dite rue Lejeune et la dite rue des Côteaux, jusqu'au point où la dite ligne est elle-même interceptée par la ligne servant de frontière, entre la dite rue des Côteaux et le lot No. 977 du cadastre officiel, soit une distance environ trente-sept pieds et demi ; de là, une ligne courant dans une direction nord-est, et se confondant avec celle qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et le dit lot neuf cent soixante et dix sept, sur une distance de soixante pieds ; de là, une ligne courbe et s'infléchissant vers le sud, et allant atteindre la ligne qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et la dite rue Plaisante, à une distance de sept pieds et demi de la borne indiquée ci-dessus, au commencement de la présente description, la courbure de la dite ligne se déterminant par des lignes perpendiculaires tirées de la ligne qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et les dits lots Nos 901 et 936 sur la largeur de la dite rue des Côteaux, et à divers points dont la position est ci-après indiquée par rapport au point d'intersection de la dite ligne qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et les dits lots et celle qui sert de frontière entre la rue Lejeune et la dite rue des Côteaux, soit une première perpendiculaire tirée de la dite ligne qui sert de frontière entre la rue des Côteaux et les dits lots à un point placé à soixante pieds, du point d'intersection susdit, mesure trente-sept pieds et cinq dixièmes et va frapper la dite ligne courbe à son point de départ ; une deuxième perpendiculaire tirée de la même ligne à cent pieds du dit point d'intersection, mesure vingt-six pieds au point où elle touche la dite ligne courbe ; une troisième perpendiculaire tirée de la dite ligne à cent cinquante pieds du dit point d'intersection, mesure quinze pieds et deux dixièmes au point où elle touche la dite ligne courbe ; une quatrième perpendiculaire tirée de la dite ligne à deux cents pieds du dit point d'intersection mesure neuf pieds et cinq dixièmes au point où elle touche la dite ligne courbe ; de là, une ligne courant dans une direction sud-est et se confondant avec celle qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et la rue Plaisante, sur une distance d'environ sept pieds et cinq dixièmes jusqu'à la borne indiquée au commencement, soit au point d'intersection de la dite ligne qui sert de frontière entre la rue des Côteaux et les lots Nos 901 et 936 et celle qui sert de frontière entre la dite rue des Côteaux et la dite rue Plaisante ; la dite lisière de terre contenant cinq mille cinq cent trois pieds carrés, et les dimensions ci-dessus étant toutes données, suivant les mesures anglaises ; lequel terrain a été pendant les trois dernières années, en la possession des héritiers de feu Josuah Trenaman, de son vivant de la cité des Trois-Rivières, savoir : John Trenaman, Mademoiselle A. K. Trenaman, tous deux de la ville de Prescott, dans la province d'Ontario ; Samuel Trenaman, télégraphiste, de la cité des Trois-Rivières, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité d'administrateur fidéi commissaire de la succession de feu Josuah Trenaman et de tuteur aux enfants mineurs de feu Thomas Trenaman, stvoir : William Trenaman, de la ville de Grand'Mère, dit district, et Thomas Trenaman, de Saint-Michel des Saints, dit district, et Eva

a judgment rendered on the 11th of September, 1906, by Honourable justice R. S. Cooke, in order to determine the indemnity to be paid by the Saint Maurice Valley Railway Company, for the following tract of land, viz : a certain strip of land, being a part on des Côteaux street as shown on the official cadaster deposited at the registrar's office for the registration division of the city of Three Rivers, as required by law, the said strip of land included within the following boundaries ; beginning at the stake actually placed at the south-eastern angle of the said des Côteaux street and Plaisante street, and thence, running south easterly along the boundary line between the said des Côteaux street and lots Nos. 901 and 936, of the said official cadaster to the point where the said line is intersected by the boundary line between the said des Côteaux street and Lejeune street, on the said official cadastre, viz : a distance of about 248 feet ; the running north westerly along the boundary line between Lejeune and des Côteaux streets as aforesaid to the point where the said boundary line intersected by the boundary line between the said des Côteaux street and lot No. 977, on the said official cadaster, viz : a distance of about 37.5 feet ; thence, running north easterly along the boundary line of the said lot No. 977, on a distance of about 60 feet ; thence a curved line, bending southerly and joining the boundary line between the said des Côteaux and the said Plaisante streets at a distance of 7.5 feet from the stake mentioned at the beginning, the curve of the said line between determined by perpendicular lines drawn from the boundary line between the said des Côteaux street and lots Nos. 901 and 936, across the width of the said des Côteaux street, and at points whose positions are hereinafter indicated by reference to the point of intersection of the boundary line between des Côteaux street, and the said lot ; by the boundary line between Lejeune street and the said des Côteaux street, viz : a first perpendicular line, drawn from the said boundary line between the said des Côteaux street and the said lots, at a point situate at 60 feet from the point of intersection aforesaid, measures 37.5 feet and joins the said curved line at its beginning ; a second perpendicular line, drawn from the same line at 100 feet from the said point of intersection, measures 26 feet at the point where it joins the said curved line ; a third perpendicular line, drawn from the same line at 150 feet from the said point of intersection measures 15.2 at the point where it joins the said curve line ; a fourth perpendicular line, drawn from the same line ; at 200 feet from the said point on intersection, measures 9.5 feet at the point where it joins the said curved line ; thence, running south easterly along the boundary line between the said des Côteaux street and the said Plaisante street on a distance of about 7.5 feet to the stake mentioned at the beginning, viz : to the point where the boundary line between des Côteaux street and lots Nos. 901 and 936 is intersected by the boundary line between the said des Côteaux street and the said Plaisante street, the said strip of land containing 5503 square feet, more or less, and the aforesaid dimensions being all indicated according to english measures ; the said parcel of land has been possessed by the heirs of late Josuah Trenaman, in his lifetime of the city of Three Rivers, viz : John Trenaman, Miss A. K. Trenaman, both of the town of Prescott, in the province of Ontario ; Samuel Trenaman, telegraph operator, of the city of Three-Rivers, in the said district, personally and in his capacity of administrator and fiduciary trustee for the estate of said Josuah Trenaman and tutor to the minor children of late Thomas Trenaman, viz : William Trenaman, of the town of Grand'Mère, in the said district, Thomas Trenaman, of Saint Michel des Saints, in the said district, and Eva Trenaman, of the city of San Francisco, state of California, one of the united state of America ; and also by Mrs. Flore Vézina, widow of Pierre Dubé and now wife of Amédée

Trenaman, de la cité de San Francisco, état de Californie, l'un des états unis d'Amérique ; et aussi de Dame Flore Vézina, veuve de Pierre Dubé, et maintenant épouse de Amédée Charpentier, de la dite cité de Trois-Rivières ; lequel acte a été enregistré au bureau d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières, le 19 octobre 1906 ; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par la compagnie du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour, le 23 novembre 1906, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civil dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leur opposition par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

LOTTINVILLE & DUMONT,
Prothonotaires de la cour supérieures
pour le district de Trois-Rivières.

Treize-Rivières, 19 octobre 1906. 3469
[Première publication, 20 octobre 1906.]

Charpentier, of the said city of Three-Rivers, as proprietors for the last three years now last passed ; the said act has been registered at the registrar's office of the city of Three-Rivers, on the 19th of October, 1906 ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said act by which the said Saint Maurice Valley Railway Company, acquired the said parcel of land as above said, are hereby notified that application will be made to the said court, on the 23rd of November, 1906, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in the certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said date, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

LOTTINVILLE & DUMONT,
Prothonotaries of the superior court for
the district of Three Rivers.

Three Rivers, 19th October, 1906. 3470
[First published, 20th October, 1906.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE LACHINE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lachine, que les lots de terrain vacants ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil de ville, en la ville de Lachine, MARDI, le SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales dues à la corporation de la ville de Lachine, à moins que les dites taxes, avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF LACHINE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the town of Lachine, that the vacant lots of land hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the town council, in the town of Lachine, on TUESDAY, the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes due to the corporation of the town of Lachine, unless the same be paid, with the costs incurred, before the sale, to wit :

Noms des propriétaires.	Quartier.	Rue.	Numéro des lots au cadastre officiel.	Montant des taxes.	Intérêts.	Total dû—Total due
Names of proprietors.	Ward.	Avenue.	Number of the lots on the official plan.	Amount of taxes.	Interest.	Total due—Total due
Elie Leroux.....	Nord—North.	1ère—1st.	No 122, de la subdivision du No 916, du cadastre de la paroisse de Lachine, annexé au territoire de la ville de Lachine.—No. 122, of the subdivision of No. 916, of the cadastre of the parish of Lachine, annexed to the territory of the town of Lachine.....	\$ 9 10	\$ 1 20	\$10 30
Dame M. B. Green, épouse de —wife of Henry Goodchild	do	44e—44th.	Partie de—Part of 55. (1)	40 50	4 45	44 95

(1) Etant un terrain de 300 pieds de longueur sur la 44ème rue, par 153 pieds en profondeur ; borné au sud par le lot du cadastre officiel No 56, à l'est par le lot No 152, du dit cadastre, au nord par partie du susdit lot No 55, et à l'ouest par la susdite 44ème rue.

(1) Being a piece of land of 300 feet long on 44th avenue, by 153 feet in depth ; bounded on the south by lot No. 56, on the official plan, on the east by lot No. 152, on the said official plan, on the north by part of the said lot No. 55, and on the west by the said 44th avenue.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier—Secretary treasurer.

Donné à Lachine, ce 15 octobre—Given at Lachine, this 15th October, 1906.

3421

Index de la Gazette Officielle de Québec No 42.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Belisle vs Gaudette, 1547 ; Boucher vs Poirier, 1545 ; Brassard vs Girard, 1545 ; Cauchon vs Jobidon, 1546 ; Dion vs Caouette, 1546 ; Duchesne vs Lebel, 1545 ; Duclos vs Larivée, 1545 ; Guay vs Bourget, 1545 ; Lafleur vs Fortier, 1544 ; Lafrenière vs Vermette, 1547 ; Lebrun vs Lafontaine, 1544 ; Lippé vs St. Georges, 1545 ; Long vs Blanchet, 1544 ; Lussier vs Brodeur, 1547 ; Meunier vs Campeau, 1544 ; Ramsay vs Barcelo, 1521 ; Reddington vs Snelling, 1547 ; Richard vs Chouinard, 1546 ; Rouillard vs Bélanger, 1546.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dames Sweeney vs Clarke, 1546 ; Thibeau deau vs Baril, 1547.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1535.

ASSOCIATION :—Ladies Catholic Benevolent Legion, 1547.

AVIS :—The Ruiter's Corner Cemetery Coy, 1547.

BILLS PRIVÉS :—Parlement fédéral :—Sénat et Chambre des Communes, 1536.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1541 ; Conseil législatif, 1540.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—The Interprovincial Mining Co., 1536.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest, 1543 ; Quebec and Saguenay Railway Coy, 1544.

FAILLIS :—Astell, 1548 ; Aumais, 1549 ; Brien dit Desrochers, 1548 ; Brochu & Cie, 1562 ; Descoeteaux, 1549 ; Giguère, 1562 ; Gingras & Fils, 1548 ; Poirier, 1549 ; Ro sseau, 1549 ; Succes sion Poirier, 1548 ; Vincent, 1562.

LETTRES PATENTES :—Beck-Iden Acetylene Lamp Coy, 1561 ; Canadian Carbide Company, 1561.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1535.

RATIFICATIONS :—Chemin de fer de la vallée du Saint-Maurice, 1563 ; Chemin de fer de la vallée du Saint-Maurice, 1562.

RÈGLE DE COUR :—Succession Axelrad, 1550.

VENTES PAR LICITATION :—Faucher (Dme) et vir vs Allard et al, 1551 ; Leclerc vs Allard et al, 1550 ; O'Sullivan et vir vs Delle McCall et al, 1551.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Ville de Lachine, 1565.

VENTES PAR LES SHÉRIFS.

BEAUCE :—Leclerc vs Bolduc, 1552.

CHICOUTIMI :—Tremblay vs Legras de la Bossière, 1553 ; Tremblay vs Legras de la Bossière, 1553.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 42.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Belisle vs Gaudette, 1547 ; Boucher vs Poirier, 1545 ; Brassard vs Girard, 1545 ; Cauchon vs Jobidon, 1546 ; Dion vs Caouette, 1546 ; Duchesne vs Lebel, 1545 ; Duclos vs Larivée, 1545 ; Guay vs Bourget, 1545 ; Lafleur vs Fortier, 1544 ; Lafrenière vs Vermette, 1547 ; Lebrun vs Lafontaine, 1544 ; Lippé vs St. Georges, 1545 ; Long vs Blanchet, 1544 ; Lussier vs Brodeur, 1547 ; Meunier vs Campeau, 1544 ; Ramsay vs Barcelo, 1521 ; Reddington vs Snelling, 1547 ; Richard vs Chouinard, 1546 ; Rouillard vs Bélanger, 1546.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dmes Sweeney vs Clarke, 1546 ; Thibeau deau vs Baril, 1547.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 1535.

ASSOCIATION :—Ladies Catholic Benevolent Legion, 1547.

NOTICES :—The Ruiter's Corner Cemetery Coy, 1547.

PRIVATE BILLS :—Federal Parliament :—Senate and House of Commons, 1536.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1541 ; Legislative Council, 1540.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The Interprovincial Mining Co, 1536.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Corporation of the village of Notre-Dame-des-Neiges West, 1543 ; Quebec and Saguenay Railway Coy, 1544.

INSOLVENTS :—Astell, 1548 ; Aumais, 1549 ; Brien dit Desrochers, 1548 ; Brochu & Cie, 1562 ; Descoeteaux, 1549 ; Giguère, 1562 ; Gingras & Fils, 1548 ; Poirier, 1549 ; Rousseau, 1549 ; Estate Poirier, 1548 ; Vincent, 1562.

LETTERS PATENT :—Beck Iden Acetylene Lamp Coy, 1561 ; Canadian Carbide Company, 1561.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1535.

RATIFICATIONS :—Saint Maurice Valley Railway Coy, 1563 ; Saint Maurice Valley Railway Coy, 1562.

RULES OF COURT :—Estate Axelrad, 1550.

SALES BY LICITATION :—Faucher (Dme) et vir vs Allard et al, 1551 ; Leclerc vs Allard et al, 1550 ; O'Sullivan et vir vs Delle McCall et al, 1551.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Lachine, 1565.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Leclerc vs Bolduc, 1552.

CHICOUTIMI :—Tremblay vs Legras de la Bossière, 1553 ; Tremblay vs Legras de la Bossière, 1553.

GASPÉ :—The McLaren Belting Coy vs Courchesne, 1554.

JOLIETTE :—Poudrier vs Grenier, 1555.

MONTREAL :—Dupuis & Sénécal vs Ritchot, 1555 ; Hutchins vs Weir, 1556 ; The Royal Trust Coy vs Weir & qual, 1556.

OTTAWA :—Ste. Marie vs Dme Lacroix et al, 1558 ; The Waterous Engine Works McLean, 1557.

QUÉBEC :—Bernier (Dme) et vir vs Lacombe et al, 1558 ; Grandbois et al vs Rincie et al, 1558 ; Taché & qual et al vs Papillon et vir, 1558.

RIMOUSKI :—Robichaud, failli, 1559.

SAGUENAY :—Tremblay, failli, 1559.

TROIS-RIVIÈRES :—Gélinas vs Lemay, 1560 ; Smyth vs Beaupré, 1560.

GASPE :—The McLaren Belting Coy vs Courchesne, 1554.

JOLIETTE :—Poudrier vs Grenier, 1555.

MONTREAL :—Dupuis & Sénécal vs Ritchot, 1555 ; Hutchins vs Weir, 1556 ; The Royal Trust Coy vs Weir & qual, 1556.

OTTAWA :—Ste. Marie vs Dme Lacroix et al, 1558 ; The Waterous Engine Works Coy vs McLean, 1557.

QUEBEC :—Bernier (Dme) et vir vs Lacombe et al, 1558 ; Grandbois et al vs Runcie et al, 1558 ; Taché & qual et al vs Papillon et vir, 1558.

RIMOUSKI :—Robichaud, insolvent, 1559.

SAGUENAY :—Tremblay, insolvent, 1559.

THREE RIVERS :—Gélinas vs Lemay, 1560 ; Smyth vs Beaupré, 1560.

